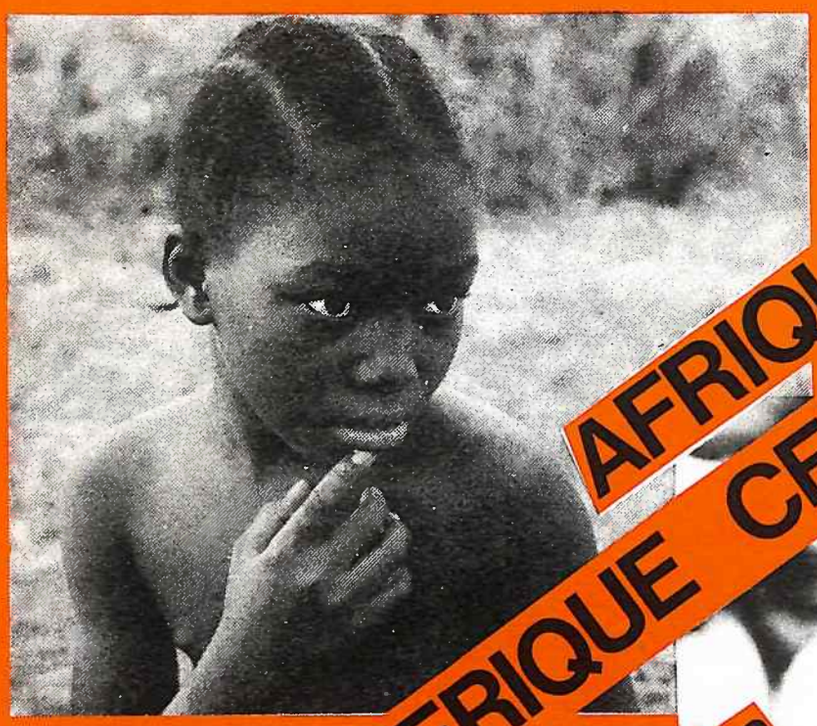
ISSN : 0249-3195

courant alternatif

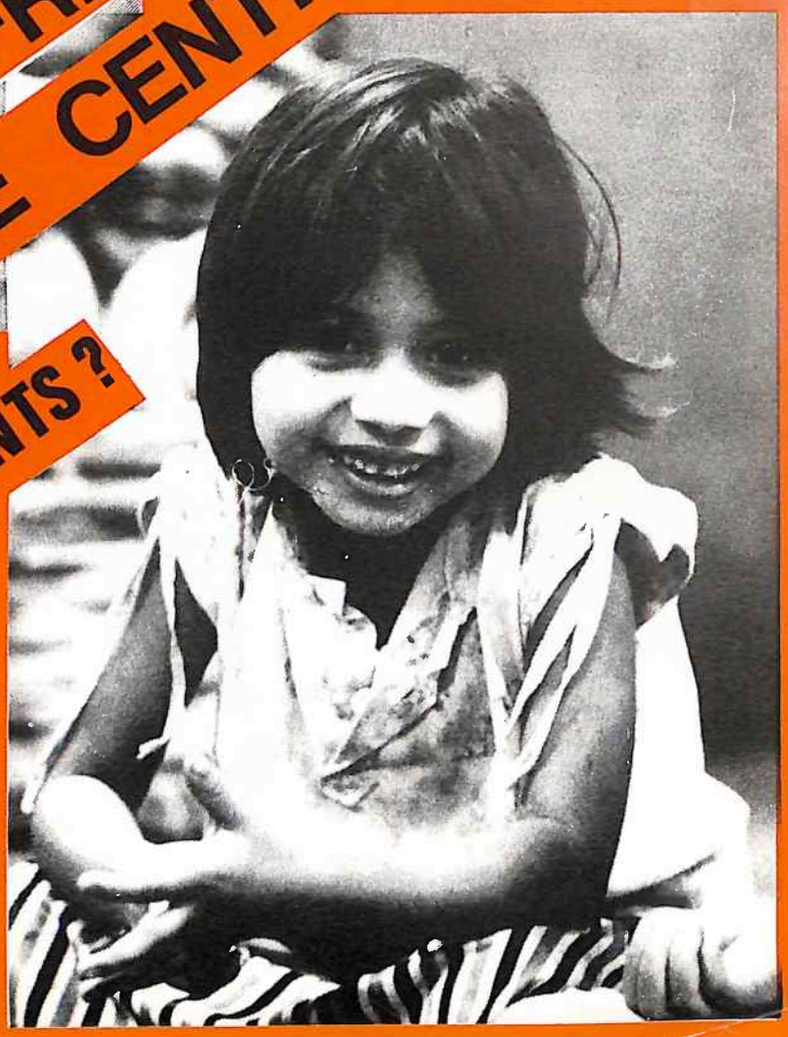
MENSUEL EDITE PAR
L'Organisation Communiste Libertaire
ÉTÉ 1983
N° 28
10 Francs

DOSSIER: LA FRANCE EN AFRIQUE



AFRIQUE AMERIQUE CENTRALE

QUELS DEVELOPPEMENTS ?



M1230 n° 28 10,00F

VOUS VOULEZ NOUS CONTACTER ?

BOURGOGNE
OCL Librairie Oblique
25 rue Joubert
89000 Auxerre

G.R.E.L
B.P. 1493
21 053 Dijon cédex

CENTRE
La Commune
BP 1228
45002 Orléans Cédex

CHAMPAGNE/ARDENNES NORD/EST
OCL Egregore
B.P. 1213
51058 Reims Cédex

NORMANDIE
ASTEVMU
B.P 170
Caen Cédex

PAYS DE LOIRE/CENTRE OUEST
O.C.L./L'Encre y est
33 Place d'Alger
72000 Le Mans

POITOU - CHARENTES
C.R.I.C.
BP n 227
86006 Poitiers cédex

SUD EST
Germinal, 19 rue des Suisses
13200 Arles

Val de Marne
RUPTURES
B.P. 1
94501 Champigny Marne cédex

SUD OUEST
Acratie, BP 25
40300 Peyrehorade

La Gasalhada (OCL)
BP 71
47400 Tonneins

SOMMAIRE

Agriculture : la fin d'une illusion 4
La réforme du service militaire.... 6
Une expérience de section syndicale CNT à Bordeaux..... 8
La grève des étudiants 10
Courrier 11
La situation à Chooz et dans le nucléaire..... 12
Les relations France - Afrique.... 15
Un squatt à Bayonne..... 21
Lyon : les Minguettes..... 23
Interview d'un indien Miskito (suite)..... 25

COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF

Au début de chaque mois une Commission Journal est organisée dans une ville, différente pour chaque numéro. Peuvent y participer des sympathisants ou des gens intéressés, au même titre que les militants OCL de la ville ou région et les représentants des autres villes.

Le groupe qui organise la CJ a la charge de collecter les articles proposés, réaliser la maquette, écrire l'édito juste avant la parution en fonction de la discussion qui a eu lieu à la CJ et de la situation politique du moment. Chaque CJ critique le numéro précédent et discute des articles proposés par des individus ou des groupes (présents ou non) et en suscite d'autres suivant les évènements.

ABONNEZ VOUS

OCL/EGREGORE. B.P. 1213. Reims Cédex

LIBELLEZ LES CHEQUES A L'ORDRE DE Denis JEAN

1 AN (10 numéros) ..... 100 francs

EDITO

La politique économique du gouvernement continue à créer des remous au sein des différentes composantes de la majorité. Les communistes tiennent d'un côté un discours critique par rapport à cette politique et d'un autre côté le langage de la solidarité gouvernementale. Dans les rangs du Parti socialiste, à l'approche du congrès, les luttes d'influence battent leur plein et les représentants des différentes sensibilités (des plus libérales aux plus bureaucratiques) avancent leurs pions.

Dans son show télévisé du 8 juin, Mitterrand a voulu remettre les choses à leur place en rappelant qu'il n'existait pas de politique de rechange. En effet, dans cette période de crise, quelle autre politique peut-il exister pour un gouvernement dont le rôle est de gérer cette crise au profit du capitalisme, que d'aggraver l'exploitation des travailleurs ?

Le plan Delors va vers l'échec. L'un de ses principaux objectif qui était de réduire de façon conséquente le déficit du commerce extérieur a maintenant peu de chance d'être atteint. Les entreprises n'investissent toujours pas et les prévisions concernant l'augmentation du chômage sont réjouissantes (200.000 chômeurs de plus par an). Et de nouvelles mesures d'austérité seront « logiquement » nécessaires.

Il semble que de plus en plus, l'idée de crise soit intégrée dans la tête des gens qui acceptent une certaine remise en cause de leur niveau de consommation. Cette acceptation d'une baisse du « niveau de vie » peut ne pas être négative, si elle permet, dans les mouvements sociaux qui pourraient apparaître, d'introduire une réflexion sur la possibilité d'un autre type de développement, d'une autre organisation de la production et des échanges non plus basée sur des impératifs de profit, le pillage du tiers-monde, la destruction des ressources naturelles et l'exploitation du travail salarié, mais sur une recherche de la satisfaction des besoins et des désirs de tous.

Dans ce numéro de CA, plusieurs textes abordent, sous des angles différents les problèmes de développement lié à l'organisation mondiale du capitalisme :

— L'article sur la politique néo-colonialiste menée par la France socialiste en Afrique, qui ressemble à s'y méprendre à celle menée sous le règne de Giscard.

— La deuxième partiede l'interview d'A. Wiggins (Indien Miskito du Nicaragua) qui évoque le refus des populations indiennes d'être intégrées au modèle de développement de type productiviste occidental que veulent imposer les sandinistes.

— Les impasses d'une politique agricole engluée elle aussi dans le productivisme.

Courant Alternatif part en vacances. Le prochain numéro sera préparé au camping OCL (programme de discussion en dernière page) et paraîtra au début du mois d'octobre.

18 juin 83 (OCL Lot et Garonne)

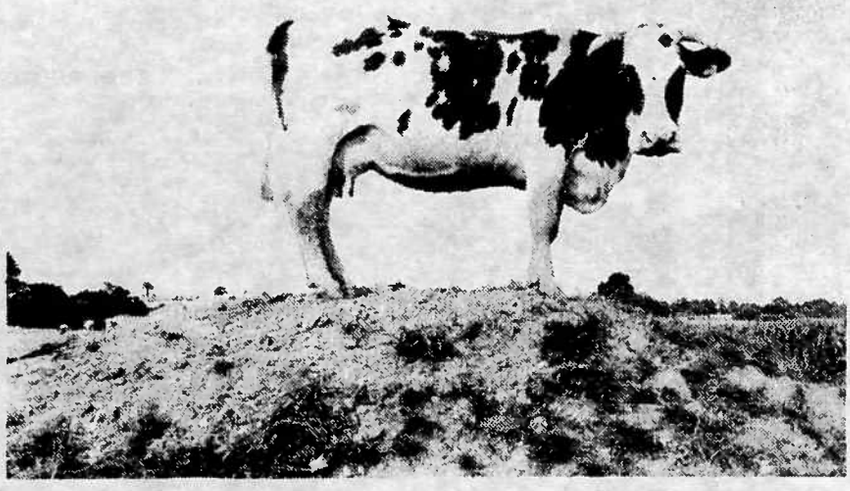
La fin des illusions...

Dans le dernier numéro de C.A. — dossier agriculture — nous avions dressé les grandes lignes de la politique agricole communautaire, avec ses rouages et ses contradictions, et avions abordé aussi le changement de ligne du PS quant à sa politique agricole, illustrée par le remplacement de Cresson par Rocard. Où en sommes nous maintenant ?

La pseudo hausse du revenu agricole.

Alors qu'il n'était un secret pour personne que les revenus agricoles avaient considérablement baissé depuis 10 ans, une « bombe » éclatait subitement au bon moment pour couper l'herbe sous les pieds de la FNSEA et des revendications en général : **le revenu agricole moyen avait progressé de 1,7 % en 81 et de 9,1 % en 82 !**

Or les disparités qui se cachent derrière ces moyennes leur enlèvent toute signification du moins celle que le gouvernement voulait lui donner : l'augmentation du niveau de vie des paysans en général. En fait le sens était bien différent : l'enrichissement de certains et l'appauvrissement des autres. Les chiffres par type de production sont à cet égard éloquents :



En outre, cet énorme accroissement de la valeur de la viticulture en général (mais surtout les grands crus) qui concerne des exploitations à surface relativement faible, fausse la statistique au point de laisser croire que les petites exploitations ont davantage augmenté leur revenu que les autres !

Cette « bombe » avait également un autre objectif : discréditer les agriculteurs auprès de l'opinion publique en faisant croire qu'ils n'étaient pas touchés par les mesures d'austérité.

D'autres chiffres furent également livrés au public : augmentation moyenne du revenu entre 1970 et 1982 de 1,3 % / an. Or il s'agit du revenu brut. Mais si on raisonne en revenu net (c'est à dire en tenant compte des amortissements) on constate un recul de 0,2 % par an, et ce malgré de considérables profits dans certaines branches (c'est dire ce qu'il en fut des autres) et le gonflement artificiel de la dernière année.

Un autre phénomène entre en ligne de compte dans ce « brusque pseudo accroissement » du revenu : la baisse des dépenses de consommations intermédiaires qui est à rapprocher de ce que nous disions dans CA n° 26 p 18 et 19 à propos de la baisse du taux d'accroissement de l'investissement ; cela dans le cadre d'une agriculture capitaliste laisse augurer de sérieuses difficultés à venir quant aux capacités de certains paysans à renouveler le matériel et à investir. De nombreux agriculteurs ont tenté de pallier le laminage de leurs revenus en rognant sur les investissement productifs, ce qui n'est pas grave **en soi**, mais ne peut que produire des faillites dans le cadre d'une exploitation déjà enfoncée jusqu'au cou dans la modernisation, l'agro-alimentaire et la course aux remboursements. Choisir à un moment donné un certain type de développement ne permet aucun retour en arrière ; il faut disparaître ou continuer à accroître l'investissement. Ceux qui, pris à la gorge, ont diminués l'investissement sont irrémédiablement perdus si dans le même temps ils n'ont pas les moyens de rompre avec le type de développement qu'ils suivaient jusqu'alors, surtout s'ils sont endettés.

Il faut ajouter que depuis la parution de ces chiffres, leur contestation, même en haut lieu — erreurs et autres — n'ont pas fait la une des journaux.

Tous ces problèmes, les ministères de l'agriculture, du plan etc.les connaissent et ils ne se font plus aucune illusion sur l'objectif de maintien d'un million d'exploitations avec un revenu décent.

Rocard à Bruxelles

Nous l'avions expliqué dans le précédent numéro de CA, la contradiction sur les MCM est la suivante : les démanteler c'est accroître l'inflation et risquer par la hausse des produits alimentaires à la consommation de dépasser la barre des 10 % que Delors s'est juré de ne pas atteindre.

Malgré les chiffres mirobolants sur l'augmentation du revenu agricole, de nombreux secteurs sont encrise au même moment. Citons en deux :

Le porc : La production charcutière augmente considérablement. Mais dans le même temps les salaisonniers achètent de plus en plus à l'étranger. Conséquence, de nombreux éleveurs à qui on avait tout fait miser sur le porc intensif se cassent la gueule. Les MCM ajoutent à leur manque de compétitivité sur les prix, mais ce n'est pas l'unique raison.

L'aviculture : la France est le deuxième exportateur dans le monde et l'Ouest fournit 90 % de ces exportations. La poule aux œufs d'or, ce furent les pays arabes pétroliers qui écoulent leur devise en faisant bouffer des œufs et du poulet à leurs travailleurs. Mais le prix du pétrole baisse, on achète moins, et le Brésil pratique le dumping sur l'œuf. La crise. Il reste à convaincre d'autres populations, les africains par exemple, à bouffer des œufs. Mais pour l'instant ça ne marche pas.

La demande du gouvernement à la CEE était une diminution d'au moins 2% des MCM et sa suppression pour le porc. Maints échecs et manifestations et finalement le 18 mai, un accord en poche de plus 9,4 % sur les prix fixés à Bruxelles, le démantèlement progressif des MCM pour le porc, et une diminution de 2 % des autres MCM négatifs français et de 3,2 % pour les MCM positifs allemands (voir encart sur ce que cela signifie dans le précédent CA).

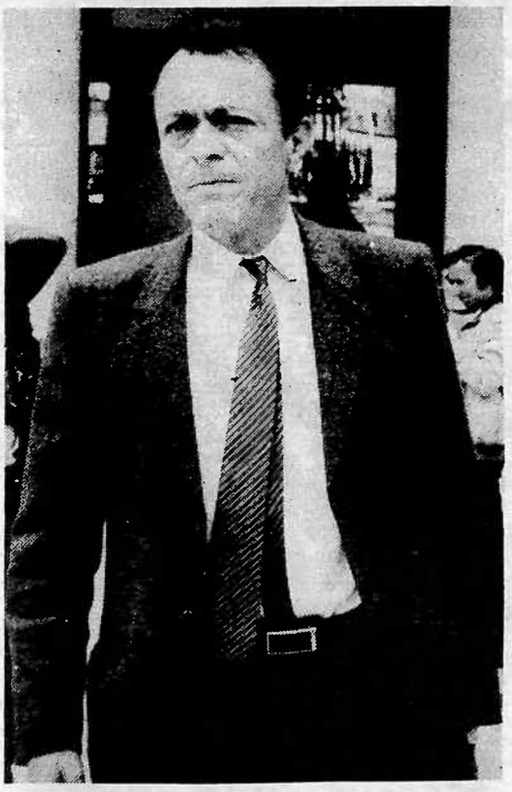
Les syndicats se calment un peu. Et pourtant il y a dans le fond une véritable tromperie.

D'abord, le démantèlement de 2% annoncé n'est en fait que de 0,7 %, le reste n'est qu'une combine technique sans répercussion pour permettre le la diminution des MCM allemands positifs.

Il faut savoir également que toute augmentation fixée à Bruxelles est en fait inférieure de 2 % au niveau du prix de vente pour l'agriculteur. Les 8 % promis par Rocard risquent de ne pas être tenus.

Ensuite, il faut surtout préciser que même en cas de démantèlement total des MCM, cela ne constituerait qu'un sursis pour les petits et moyens paysans (surtout les éleveurs de porc) mais entraînerait surtout une énorme plus-value pour les plus gros producteurs. On comprend dès lors mieux pourquoi la FNSEA a enfourchée ce cheval de bataille avec tant d'insistance ! Cela lui permettait encore une fois, tout en défendant prioritairement les intérêts de la classe paysanne qu'elle représente, de mobiliser dans la lutte et sous sa houlette l'ensemble des agriculteurs touchés par les MCM — mais pas au même titre !

C'est ainsiqu'on vit entête des manifs des transformateurs et des industriels de l'agro-alimentaire et aussi le sinistre Gourvenec (leader contestataire des années 60 qui possède maintenant 2 fermes de 100 ha en bretagne et près de Bordeaux et est PDG d'une compagnie de car-ferry et siège dans différentes institutions politico-sociales bretonnes).



De la démagogie au " réalisme "

Incontestablement donc, il y a un rapprochement entre le gouvernement (Rocard) et la FNSEA (Guillaume). Même avec des optiques politiciennes différentes, les deux y ont maintenant intérêt... ce qui n'empêchera pas Guillaume de guerroyer au bon moment et dans le cadre de la stratégie de la droite.

Le gouvernement a abandonné ses thèmes premiers destinés à séduire et construire une gauche paysanne :

— Les prix différenciés
— Les offices fonciers
— Les quantums
— Un développement diversifié.

D'abord parce qu'ils ne sont pas adaptés à la « rigueur » choisie qui doit redéployer l'agriculture vers la rentabilité de l'exportation et le développement de l'agro-business ; ensuite parce que les tentatives de casser la FNSEA en instaurant le pluralisme syndical n'a pas eu les effets escomptés : la FNSEA a résistée tant bien que mal, et a réalisé une unité factice contre les MCM, et qu'en plus ce n'est pas le nouveau syndicat socialiste qui a profité de la brèche créée dans le monolitisme syndical.

Guillaume lui aussi ne peut se permettre de trop casser avec aucun gouvernement : la base électorale paysannene pèse plus du même poids que jadis et cela ne fera que se poursuivre dans le même sens. Il lui faut par ailleurs tenir compte de la représentativité du MODEF et de la CNSTP, et pour éviter que ces dernières ne croissent, finasser davantage dans le jeu subtile manifestations / négociations. En fait derrière la façon dont la FNSEA se bat, c'est l'enjeu du contrôle sur la politique agricole qui apparaît. Il a pu croire que son pouvoir serait détruit. Qu'il se rassure, il n'en est rien. Les quelques technocrates socialiste de l'INRA qui avaient quelques velléités de changement sur le papier, se sont heurtés aux réalités politiques sociales et techniques qu'ils ignoraient ou sous-estimaient. La FNSEA et les pontes de l'agro-alimentaire sont encore bien les seuls à pouvoir gérer l'agriculture dans la mesure ou il n'y a pas 36 manières de la faire dans le cadre économique tel qu'il est et avec ses caractéristiques actuelles de « crise ».

Dans le numéro 26 de Courant Alternatif, une partie de l'article AGRESSIVITE... ou RESPONSABILITE et AUTONOMIE a été oublié, dans la première colonne aprés :

Comment ne pas voir ici : (1)... il fallait ajouter :

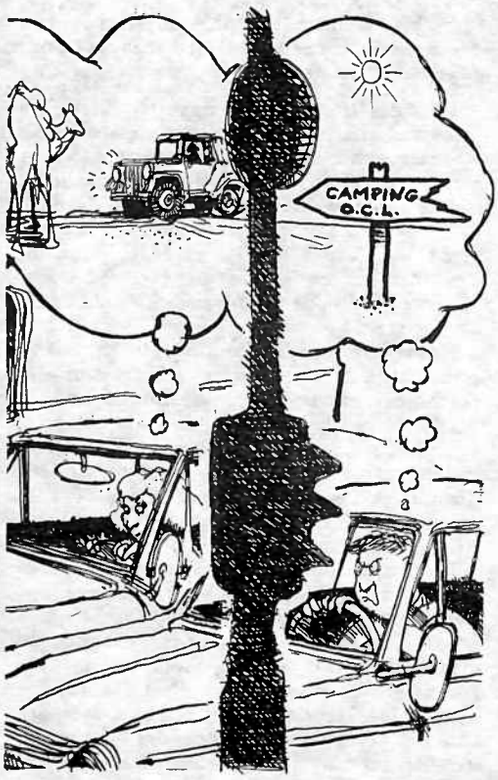
« Des deux côtés, un conformisme noyé dans une masse sécurisante... Ceux pour qui l'obéissance est un idéal, religieux, militaire, policier, indispensable à la sécurité des biens...

Ceux qui se sentent perpétuellement menacés au dedans par leur propre agressivité, au dehors par le silence ou la présence des autres... Ils organisent des défenses compliquées de type délirant qui peut se structurer autour d'un projet unique : la destruction des autres ou de soi...

Des situations particulièrement inquiétantes (chômage, crise politique)déclenchent des comportements en chaîne comme on l'a vu dans les groupes nazi...

Il est clair que l'obéissance est l'un des plus grands pourvoyeurs de violence, elle est le nerf des sociétés hiérarchisées parce qu'une hiérarchie sécurise ses membres... »

(1). Extrait d'un entretien avec Denise Caneghem... etc...



LE STATUT NOUVEAU EST ARRIVÉ...

Cette nouvelle loi concernant le statut des objecteurs était attendue depuis MAI 81. Elle fut votée en procédure spéciale accélérée le 16 MAI dernier pendant la nuit par 1/5 des députés présents à cette occasion.

Plus globalement ce nouveau statut s'inscrit dans la nouvelle loi de programmation militaire avec à la clé une réforme du Service National :

— Abaissement à 18 ans de l'âge d'appel au Service National (incorporation entre 18 et 23 ans).
— Possibilité de prolonger le Service de 4 à 12 mois pour les volontaires.
— Tester un système de volontariat prolongeant le Service afin d'aboutir si réussite à une réduction de 6 mois de celui-ci ; renforcer le corps des auxilliaires de la gendarmerie.
— Accession des femmes volontaires à toutes les formes de Service national et dans tous les corps de l'armée

La nouvelle loi

En résumé la loi va dans le sens du volontariat pour ceux qui n'ont pas d'autres perspectives que le chômage.

Enfin, modification du statut des objecteurs de conscience :

— l'aspect personnel de la demande reste inchangé
— la commission juridictionnelle remplacée par Hernu lui-même,
— les demandes seront donc examinées par l'armée elle-même,
— le décret de Brégançon qui imposait aux objos une discipline inspirée du Règlement Général aux armées afin de pouvoir contrôler et sévir les objos est supprimé en tant que décret, mais se retrouve maintenant dans la loi elle-même,
— la durée du service est toujours le double de celle du SM,
— les demandes philosophiques ou religieuses se transforment en demandes « pour motif de conscience ».

Lors des amendements apportés à cette loi le 16 mai, il a été approuvé que le statut serait « quasi » accordé automatiquement. Nous verrons, en fonction de la lutte des objecteurs ce que ce terme de quasi recouvrira dans l'avenir.

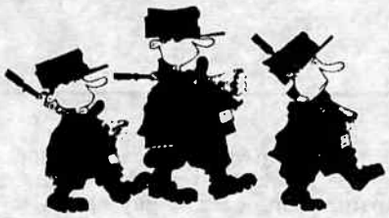
Les associations pouvant accueillir les objos seront de l'ordre de 80, les MJC pourront désormais accueillir les objos.

L'interdiction de la connaissance de la loi est abolie (art. 50).

Nouveauté dans la répression : les tribunaux pourront décider le retrait du statut aux personnes condamnées pour insoumission ou désertion, ce qui permettra de les condamner pour insoumission totale. Le statut pourra être retiré à partir du moment où l'objecteur sera passé en procès. Le pouvoir joue ainsi à quitte ou double (insoumission totale forcée ou soumission).

En ce qui concerne le service civil, celui-ci veut dire pour les objecteurs qui l'accompliront que ceux-ci seront des employés privés des droits élémentaires des salariés, l'exercice du droit de grève étant incompatible avec l'accomplissement du Service National (1).

Les objos serviront à effectuer à moindre coût des besognes refusées par des salariés, ou dans des secteurs non rentables pour la société capitaliste où nous vivons.



En conclusion, le pouvoir de gôche nie complètement notre opposition à l'armée et notre lutte contre la conscription et la militarisation, pour eux, des objecteurs antimilitaristes cela n'existe pas. Un objo, c'est quelqu'un qui est désireux d'effectuer un service civil et en outre dans le cadre du Service National.

Si ce statut est quelque peu plus libéral pour ce qui concerne l'attribution du statut, par contre, certains aspects répressifs de la loi montrent que le pouvoir veut régler par la répression le problème de l'insoumission et de la désertion au service civil.

Pour Hernu, l'objection assimilée au service civil, l'aide technique, la coopération, le service militaire, sont des devoirs à rendre à la chère Patrie.

Voyons, comment en est-on arrivé-là ? Avec un statut dont certains aspects répressifs nous ramènent 20 ans en arrière.

En 1981, c'était l'état de grâce, les socialos avaient dans leurs poches une promesse de réforme des T.P.F.A. et de la loi sur l'objection ; leur soutien sporadique lors des procès (même Hernu a fait une lettre de soutien aux OP 20).

Pour beaucoup, les socialos étaient blanchis de toute mauvaise intention à l'égard des libertés d'opinions.

Dans ce contexte, les premières mesures prises avaient l'air apaisantes, bien qu'elles préfiguraient la répression actuelle :

— une amnistie des insoumis et déserteurs, après de dures bagarres se terminera par la réforme des individus qui s'étaient battus.

— appel différé de tous les objos ayant fait une demande stéréotypée (OP 20) et les objos ayant fait une demande individuelle mais refusée.

— Commission Joinet : structure de concertation, où de nombreux objecteurs et mouvements de soutien se sont engouffrés, cette concertation bidon sert actuellement d'alibi pour dire que les objos sont d'accord avec la loi. Mais depuis 82, les procès pour les insoumis totaux ont recommencé, et fin 82, après avoir répondu à un questionnaire demandant à chaque objo insoumis sa situation au regard du Service National, sa situation familiale et professionnelle, son âge (plus ou moins de 29 ans), les procès ont recommencé avec intensité et une répression sans précédent.

Les réactions

Face à cela, après deux ans d'attentisme, le mouvement a recommencé à bouger, d'abord lors des procès où la mobilisation a été assez importante.

De plus, avant le vote de la loi, à Paris, une grève de la faim a eu lieu, une quarantaine d'objecteurs ont débaptisé l'Avenue du Général Lemonnier en Avenue Louis Lecoin.

A Angers, manifestation de 200 personnes ; à Orléans, Montargis, Nantes, St-Nazaire, des manifestations se sont déroulées.

A Lyon surtout, les objecteurs toutes tendances confondues se sont rassemblés, tous de façon unanime se sont prononcés contre cette loi ; plusieurs décisions ont été prises à ce rassemblement :

— d'abord avant le vote de la loi, harcellement téléphonique auprès des députés PS.

— action de blocage du standard téléphonique de France-Inter,

— blocage de la circulation devant le palais de justice de Lyon par 100 à 200 personnes, avec enchaînement d'une dizaine d'objecteurs ; occupation du Dôme de Fourvières avec déploiement de banderolles.

Après le vote, décision des objecteurs affectés de faire grève du 24 au 27 mai.

— création d'une coordination nationale des procès avec co-inculpation massive lors des procès.

Perspectives

Malgré ces deux ans d'inertie presque totale du mouvement contre la conscription, il n'est pas certain que l'on n'assiste pas dans les prochains mois à un nouvel essor de ce mouvement qui permettra également une popularisation des idées et de la lutte antimilitariste.

Cette lutte a permis d'obtenir des acquis juridiques et des répliques organisées (objection collective, insoumission aux affectations), à tel point que des centaines voire quelques milliers d'objecteurs, n'ont effectué ces dernières années ni service militaire ni service civil, seul un faible pourcentage passait en procès, avec généralement amendes ou prison avec sursis.

20 ans de lutte ne sont pas effacés aussi facilement, il serait un peu trop hâtif de dire que ce mouvement s'est définitivement cassé la gueule.

L'originalité du mouvement objection en France c'est qu'il est resté en majorité antimilitariste, contrairement d'ailleurs aux autres pays européens où l'objection est devenue un but en soi au lieu d'être un moyen de lutte contre la conscription, et de plus assimilé au service civil.

En France, de par son histoire (Révolution de 89, Soldat de l'an II, etc...) l'armée est socialisée. Il résulte du nationalisme français que s'attaquer à l'armée est un sacrilège, il a été normal, dans ces conditions, que le seul point d'ancrage de la lutte antimilitariste après l'abandon de l'antimilitarisme dans le mouvement ouvrier soit la conscription, car c'est là que des milliers de jeunes y sont confrontés.

Par ailleurs, on assiste depuis 2 ans à un mouvement contre le protocole d'accord Hernu/Savary. Ce sont les antimilitaristes qui l'ont impulsé, et on peut déjà dire qu'il a pris une importance réelle, surtout là où des groupes travaillent activement depuis 2 ans.

(Exemple : à Rodez, pendant la semaine d'action contre ce protocole, 800 lycéen(es) et enseignants(es) étaient dans la rue, pour une ville de 30 000 habitants).

Pour en revenir à l'objection, l'application des mesures répressives du statut et leur évaluation dépendront des rapports de force que les objecteurs pourront créer entre eux et leur ministère de tutelle, et vis-à-vis des tribunaux.

On ne peut qu'encourager, dans ces conditions, le combat collectif des objecteurs du même nom qui, tactiquement, se battent contre la conscription en refusant tout service militaire ou civil et demandent la suppression de toute commission de contrôle des objecteurs en revendiquant un droit fondamental, le droit d'objecter.

Petite précision, une confusion a été semée entre objecteurs collectifs et insoumis totaux. Bien qu'une solidarité effective sera de plus en plus nécessaire entre ces 2 formes de lutte, parce que nous serons confrontés devant les mêmes tribunaux, il faut néanmoins distinguer ces deux luttes :

— l'une, l'insoumission, étant une lutte plus globale contre tout un système oppressif qui ne se place pas sur un terrain revendicatif ni spécifiquement antimilitariste non plus,

— l'autre, l'objection collective, est une union d'antimilitaristes confrontés à la conscription, qui vise à élargir la brèche que représente le statut d'objo dans le système d'embrigadement militaire.

(1) Art 116-8 : Les bénéficiaires des dispositions du présent chapitre ne peuvent exercer une activité politique ou syndicale qu'en dehors de leur service et hors des lieux où ils sont employés, ainsi qu'en dehors des enceintes et des locaux relevant de l'organisme qui les emploie.

L'exercice du droit de grève est incompatible avec l'accomplissement de leur obligation.

(2) Toute personne « repentie » ayant effectué son service actif et sa disponibilité (qui est de 5 ans après le SM) pourra demander à être objecteur selon la même procédure.

Cela fait ressortir encore plus clairement la différence qu'il existe aux yeux de M. Hernu entre objection - revendication politique d'un droit - et service civil - devoir envers la France -. On peut faire sa demande après le SM dans la mesure où on ne gêne pas l'armée ; or, l'objection, c'est justement l'objection à l'armée.

extrait de la lettre ouverte de l'objection collective aux syndicats et associations...

...Le service civil remet en cause les droits des travailleurs .

L'article 116-8 de la loi précise que les objecteurs affectés ne peuvent exercer une activité syndicale ou politique qu'en dehors des heures de service et hors des lieux où ils sont employés. La loi insiste encore plus sur le fait que l'exercice du droit de grève est incompatible avec l'accomplissement de leurs obligations.

Nous affirmons que cette loi est totalement incompatible avec le droit et la volonté des libertés syndicales et qu'elle constitue une mesure répressive à l'encontre des individus qui luttent déja contre l'embrigadement ou refusant l'armée.

Les objecteurs affectés vont représenter une main d'œuvre docile et pas chère. Docile car ils vont être amenés à ne pas prendre part aux luttes éventuelles. Pas chère, un objecteur coûte 3 fois moins à l'Etat, et donc entraîne une baisse du nombre de salariés financés aux associations par l'Etat et les collectivités locales.

L'objecteur affecté est en partie étranger aux buts de l'association, il est là pour effectuer un service obligatoire.

Le groupe objection collective s'oppose à cette loi et demande à toutes les organisations syndicales et à toutes les associations de prendre position publiquement sur ce problème.

Objection collective. CED 44 rue St jean 69005 LYON

COMMUNIQUE

Jeudi 19 Mai, la Roche/Yon, journée de clôture de la semaine Armée-Nation en Vendée. Une journée qui aurait pu être la conclusion paisible et claironnante d'une semaine de propagande militariste dans un département réputé plutôt calme. « Qui aurait pu », car tout ne s'est pas passé comme nos éminents stratèges l'envisageaient...

Le mercredi 18, une centaine de personnes sont déjà rassemblées Place Napoléon (sic) à l'appel du Collectif Objection de la Roche/Yon dans le cadre de la journée nationale de lutte pour l'abrogation du protocole d'accord Hernu-Savary. Pour l'occasion, deux militants du C.O.R ont tendu une banderolle « PAS D'ARMÉE A L'ÉCOLE » sur l'une des tours de l'église St-Louis. Le lendemain dès 14 heures, les lycéens débrayent. Ils seront plus de 500 à perturber la cérémonie militaire et les discours des huiles (galonnées ou locales), au cri de « pas d'armée à l'école ! ». A 18 heures, plusieurs centaines de personnes se regroupent derrière la banderolle du C.O.R (« GARE A VOUS, L'ARMÉE EST PARTOUT ») dans un siting barrant la rue Clémenceau. Malgré l'intervention des Gardes Mobiles dépêchés d'urgence de Luçon, le défilé militaire devra changer son itinéraire initialement prévu. Restait le concert gratuit donné par la Musique Divisionnaire d'Angers à 21 heures. Avec au programme un petit supplément innatendu : une cinquantaine d'antimilitaristes déploient une nouvelle banderolle (« La Musique Militaire n'adoucit pas les Mœur...-tres »), devant une salle quasiment vide qui devra d'ailleurs être évacuée suite à un lâchage opportun de boules puantes.

Pendant plus d'une semaine, la presse locale se fera l'écho des réactions scandalisées des partis de droite, du Conseil Général, du préfet et des organisations d'anciens combattants. Afin de protester contre les calomnies répandues par la presse, la coordination lycéenne yonnaise organise une nouvelle manifestation le jeudi 26. Les 50 manifestant(e)s présent(e)s iront porter des communiqués revendiquant le véritable but de la manif du 19 : l'abrogation du protocole Hernu-Savary.

L'action en vue de l'abrogation du protocole Hernu-Savary continue. Le C.O.R appelle tous ceux et celles qui se sentent concernés par cette lutte, à le contacter.

C.O.R., 22 rue de Verdun
85000 La Roche/Yon

Constitution du CAIO

Le CAIO (Collectif Antimilitariste Insoumission Objection) est un outil de lutte pour toutes celles et tous ceux qui combattent la militarisation de la société et l'armée, en vue de la supprimer et non de l'aménager. Ce collectif rassemble notamment tous les réfractaires à toutes les formes de services (militaire, civil...)

Contact :**CAIO c/o CLO**
BP 103
75522 Paris Cedex 11
Permanence tous les samedis matins de 10 h à 12 h au 38, rue de l'Ourc
75019 Paris

SAFT Bordeaux : Pour un autre syndicalisme...

Le texte qui va suivre est l'interview d'un militant CNT de la SAFT Bordeaux. La SAFT est une entreprise du groupe CGE qui fabrique des piles et accumulateurs électriques. Son établissement de Bordeaux employait 1400 personnes en 1978, mais ce chiffre est tombé à 1100 actuellement (non remplacement des partants). Dans cette entreprise la création d'une section syndicale CNT en juillet 1982 a été le révélateur, pour une partie des travailleurs, de la communauté d'intérêts entre le patronat et certains prétendus syndicalistes. C'est pourquoi l'interview porte essentiellement sur les différentes pratiques syndicales vécues et observées par un militant ayant une longue expérience des luttes ouvrières.

Q : Pépé, tu es l'un des militants à l'initiative de la section syndicale CNT de la SAFT-Bordeaux ; peux-tu nous expliquer comment ça s'est passé ? Tu avais des responsabilités à la CFDT, comment en est tu venu à participer à la création de la section CNT ?

R : C'est un peu compliqué, mais je vais essayer de t'expliquer ça clairement. En fait, l'idée de créer une section CNT à la SAFT est dans l'air depuis longtemps, une idée qui a fait son chemin... Je travaille depuis 11 ans à la SAFT et peu après mon arrivée, des copains de l'usine m'ont proposé de monter une section CFDT. A ce moment-là, la CFDT avait un autre langage qu'aujourd'hui ; c'est l'époque où Edmond Maire disait que la CFDT était anarcho-syndicaliste ! Eh oui ! Il en aura fait des tours et des contours celui-là ! C'est pas que j'y ai cru, mais c'est vrai que beaucoup de travailleurs ont trouvé dans la CFDT un syndicat où l'on pouvait s'exprimer, ça mettait un peu d'air frais chez les travailleurs, et on était nombreux à en avoir marre de la CGT, complètement colonisée par le parti communiste.

Q : Force Ouvrière alors ?...

R : A la SAFT, F.O. n'a jamais accroché. Je sais que malgré les positions et la pratique souvent douteuse de F.O., des travailleurs y ont milité parce qu'ils s'y sentaient plus libres qu'à la CGT, ou bien qu'ils s'étaient faits exclure de cette dernière. A Bordeaux d'ailleurs, dans les métaux en particulier, je connais pas mal de copains qui étaient à F.O. ; et puis, en 70-72, ils sont allés à la CFDT.

Ils ont viré... et puis après

Q : Il semble donc que la CFDT a représenté à un moment donné un pôle d'attraction pour beaucoup de travailleurs ?

R : C'est sûr. Mais ça n'a pas duré longtemps. Entre ce qu'on dit et ce qu'on fait, il y a des fois un grand fossé. La CFDT a profité de l'élan incontestable des travailleurs vers l'autogestion, vers un véritable syndicalisme. Mais une fois de plus, il y avait des gens qui tiraient les ficelles, et pas suffisamment de gens lucides pour s'y opposer. Il ne faut pas oublier que la plupart des dirigeants de la CFDT venaient de la CFTC. Pour se développer, ils avaient un besoin urgent de se démarquer de leur passé. Ils ont profité de 68 et des nouvelles aspirations d'une partie des travailleurs. C'est pour ça qu'ils ont employé un langage révolutionnaire. Mais ce n'était que des coups de gueule pour attirer le monde. Et puis, à partir de 74, ils ont commencé à virer...

Q : Le « recentrage », c'est un virage à droite ?

R : Bien sûr, ils ont viré à droite, mais pour cela ils ont dû virer des militants. Partout où les travailleurs devenaient dangereux pour eux parce qu'ils essayaient de mettre en pratique un véritable syndicalisme, ils sont intervenus autoritairement pour faire du nettoyage. Par exemple, ici, la section avait tiré un tract très syndicaliste-révolutionnaire, alors, ils nous ont envoyé un ponte parisien pour nous sermoner. Quelque temps plus tard, ils ont viré l'UD Gironde, pas assez dans la ligne. Le SDB, le SAT, le SLT ont été créés par des travailleurs exclus de la CFDT...

Q : Et toi -même, comment t'es-tu situé jusqu'à maintenant dans ta section ?

R : Je dois dire que dans l'ensemble, je n'avais pas trop de désaccord avec ma section. Par contre, on était souvent en désaccord avec la direction nationale. On n'avait pas non plus de problèmes avec le syndicat des métaux. Là aussi, il faut dire que ce n'est pas une syndicat aux ordres de Maire et Compagnie, certains essayent de faire du véritable syndicalisme... Alors, si vous entendez parler un jour de suspension ou d'exclusions dans les métaux CFDT à Bordeaux, vous saurez pourquoi...

« Ce qui est important, c'est que les travailleurs se donnent un outil de lutte bien à eux »

Q : Il doit y avoir des copains qui te demandent pourquoi, dans ces conditions, tu as quitté la CFDT ?

R : Je crois l'avoir suffisamment expliqué : je ne veux plus donner un centime pour payer des bureaucrates qui parlent en mon nom en disant l'inverse de ce que je pense. C'est déjà pas facile de se battre contre les patrons, s'il faut en plus se battre contre le syndicat, contre d'autres injustices, alors, ça ne va plus... Ce n'est pas seulement la CFDT qui est en cause, chez les autres ce n'est pas mieux. Ce qui est important, c'est que les travailleurs se donnent un outil de lutte bien à eux. Il y a longtemps que j'y pensais, et je n'ai jamais caché mes intentions. Si ça ne s'est pas fait plus tôt, c'est seulement parce qu'il n'y avait pas assez de gars prêts à le faire.

Q : Les conditions étaient donc réunies il y a un an ?

R : Ça aurait pu être mieux, la propagande que l'on diffusait depuis cinq ans nous attirait pas mal de sympathie, mais c'était sans doute pas suffisant pour former tout de suite des militants solides. C'est

significatif que notre section regroupe des travailleurs qui sont passés par d'autres syndicats, et d'autres qui ne s'étaient jamais syndiqués. Aux élections de DP de juin 82, sans qu'il y ait eu d'appel officiel, une quarantaine de personnes ont mis symboliquement un bulletin CNT dans l'urne. C'était un peu le coup d'envoi... On a déclaré la section, et, à peine avions nous désigné nos délégués syndicaux et notre représentant au CE, que le patron essayait de nous réduire au silence.

Q : Et de quelle façon la direction pouvait-elle s'opposer à l'exercice de ce droit syndical ?

R : En niant notre représentativité et en entamant aussitôt un procès. C'était début juillet...

Q : Les travailleurs ont-ils réagi ?

R : Un texte, pour que la CNT puisse s'exprimer légalement dans l'entreprise, a été signé. On n'a pas pu toucher tout le monde, vu que ça se passait 2 ou 3 jours avant le grand départ d'août, et qu'on ne pouvait pas circuler dans la boîte. Malgré tout, on a ramassé plus de 100 signatures en deux jours.

Q : C'est pas mal, mais...

R : Attends la suite : le 16 août, on apprenait que le patron nous mettait un autre procès sur le dos pour le 3 septembre ; l'autre était déjà prévu pour le 7. D'après sa lettre, le patron aurait fait sa lettre-demande le 15 juillet et le juge a statué le jour même. Comme tu vois, c'est pas du courrier à petite vitesse, ils ont dû mettre un timbre poste spécial-patron... Par contre, pour nous en informer, il leur a fallu un mois !!... Et, comme par hasard, en pleines vacances ! Je crois que ça se passe de commentaires.

Q : Il y a donc eu deux procès ?

R : Ce n'est pas simple la justice, pour la même chose, ils font deux procès : l'un pour la désignation de nos deux délégués syndicaux, et l'autre pour ma désignation comme représentant syndical au CE.

« Personne n'a à juger de la représentativité d'un syndicat »

Q : Comment se sont déroulés ces 2 procès ?

R : Pour l'instant, il n'y en a eu qu'un : de renvoi en renvoi, celui qui concerne le représentant syndical au CE n'a pas encore eu lieu, mais ça va pas tarder. Pour l'autre, ils avaient nommé un expert pour étudier plusieurs points, allant même jusqu'à lui demander de vérifier notre indépendance vis-à-vis du patron !!... Comme si c'était pas évident !!! Le rapport de l'expert était assez correct : il montrait que nous avions effectivement des adhérents, que certains de ceux-ci avaient une expérience syndicale (y compris dans d'autres syndicats, et à des postes de responsabilité), que nous avions mené des actions et que 165 travailleurs avaient signé une pétition pour que la section CNT puisse légalement s'exprimer dans l'entreprise. Malgré cela, la justice a statué CONTRE LA CNT, c'est bien qu'elle est pourrie !...

Q : Et tu pensais que ce procès pouvait être gagné ?

R : Oh ! On sait bien que la justice n'est pas du côté des travailleurs, mais on avait malgré tout un petit espoir. Et puis on se disait que sur les quatre sections déjà existantes à la SAFT, il y en a deux qui n'ont pas, et de loin, la représentativité de la CNT, et celles-là ne sont pas contestées... Je le dis sans vouloir faire de tort à quiconque ; pour nous, personne n'a à juger de la représentativité d'un syndicat : les travailleurs sont les seuls à pouvoir le faire, et ils le font d'ailleurs dans la pratique.

La CGT aux côtés du patron

Q : Quelle a été l'attitude des autres syndicats à votre égard ?

R : C'est surtout l'attitude de la CGT qui a été scandaleuse dans cette affaire. Le 25 mars, jour du procès, on a eu la surprise de voir débarquer dans la salle d'audience l'état major de la CGT, avec un dossier qu'ils remirent au juge. En fait de dossier, c'était plutôt un torchon : simple feuille tapée à la machine, avec des ratures, des rajouts écrits à la main, et un paquet de fautes. Dans ce torchon, sans doute fait dans la précipitation, ils se contredisent sans arrêt en cherchant à démontrer tantôt que nous n'existons pas, tantôt que nos activités ne constituent pas une « bonne » défense des travailleurs.

Nous avons, bien entendu fait part aux travailleurs de la SAFT de cette collusion entre la CGT et la direction. Les adhérents de la CGT et une partie de leurs délégués n'étaient (bien sûr) pas au courant des manœuvres de leurs chefs. Certains en ont été tellement écœurés qu'ils en ont déchiré leur carte.

Et maintenant ?

Q : Comment ça se passe actuellement dans l'entreprise ?

R : Le fait qu'on ne nous laisse pas nous exprimer librement est très gênant, une section sans existence légale est pratiquement étouffée. Il nous est impossible ou presque de rencontrer les copains dans les ateliers pendant le boulot. En plus on doit passer une partie de notre énergie à nous défendre devant les tribunaux, alors qu'on devrait la passer toute entière à lutter sur des problèmes réels. Cela ne nous a pas empêché d'intervenir sur plusieurs points, par exemple le « flicage » des travailleurs en arrêt de maladie, ou l'augmentation de productivité que voulait imposer la direction dans certains ateliers... On fait ce qu'on peut, sans moyens, mais évidemment, on voudrait faire plus.

Q : Avez-vous espoir d'être enfin reconnus par la justice ?

R : Tu sais, cet espoir il est bien mince. Ce sur quoi on compte surtout c'est que les travailleurs continuent de montrer par leur pratique que l'outil de lutte qu'est la CNT reste le leur, quelles que soient les décisions de la justice. Ce n'est pas devant les tribunaux que la CNT doit être représentative, mais dans les boîtes. A la SAFT, si notre appel au boycott des prochaines élections au CE est largement entendu, ça sera une manche de gagnée ; mais, si l'on perd notre prochain procès, ce n'est pas cela qui nous fera taire...

Pour donner une idée de l'influence des différents syndicats à la SAFT, voici les résultats des élections de délégués du personnel de juin 1982 (collège ouvrier).

Inscrits : 761
Abstentions : 187
Votants : 577
Nuls : 64 *
Suffrages exprimés : 513

CGT : 290
CFDT : 154
FO : 38
CFTC : 31

* Parmi ces 64 bulletins nuls : 42 en-têtes du journal CNT

ETUDIANTS DIANTS-DIANTS...

Dans le cadre des mesures essayant de rentabiliser les institutions léguées à la gauche après le 10 mai 81, la réforme Savary vise à produire des diplômes (!?) directement utilisables par l'économie tout en réduisant le budget de fonctionnement de l'université.

Jouant son rôle " d'opposition " sur la scène politicienne, la droite a misée sur le corporatisme étudiant. Alors que le CNPF donnait son accord dès janvier, les partis politiques manifestaient bruyamment leur présence, emboitant le pas au mouvement des étudiants en médecine.

Les deux UNEF (PC ou socialo-totskyste - indépendants) ne voulant pas globaliser toutes les mesures (Symbiose armée/école, Projet Savary/Legrand, Statut du service militaire...) touchant la " culture " et les jeunes, se sont également cantonnés au domaine étudiant. Cette non clarification de la volonté gouvenementale, pour des raisons de tactique politicienne, n'ont encouragé que la passivité et le je-m'en-foutisme, la méfiance envers la récupération étant bien réelle.

Les salariés, laissés pour compte de la réforme et génants car en prise sur la réalité économique, seront éliminés (pas question d'étudier après quelques années de " villégiature ") et remplacés par des boursiers, isolés du travail et plus contrôlables par l'Etat. Quant à la " professionnalisation " saluée par la gôche, la réalité des stages Rigoud anticipe bien des capacités d'application aux étudiants, fournissant une main d'œuvre gratuite et notée pendant deux mois !

1980 à Jussieu furent les événements que l'on sait avec la mort d'Alain Bégrand. A l'époque, dans mon U.E.R de géologie, des étudiants corporatistes collaboraient avec les profs au conseil d'U.E.R. Un complet désintéressement régnait chez les étudiants qui, de toute façon, n'avaient pas voulu ces représentants. Seulement, le conseil vota l'intervention des CRS sur le campus, avec les conséquences que l'on sait. Ça, personne n'a pu l'accepter, et la rage a fait gueuler pas mal de monde. Du fait de sa petite taille (300 étudiants, une riposte fut mise sur pied, et les responsables de cette crapulerie furent bien malmenés.

C'est à partir de là que naît E.D.B : Et la Démocratie Bordel ? Les étudiants veulent autogérer leur vie à la fac, et ne plus dépendre de délégués fantoches qui, une fois élus se foutent pas mal de la base. Le projet est très intéressant : une assemblée générale se tient de façon régulière dans l'U.E.R et tous les sujets y sont abordés. Seules les décisions prises par cette AG sont défendues au conseil par les représentants élus par les étudiants. Toutes les propositions ne tenant pas compte des problèmes des étudiants salariés sont rejetées. Les militants syndicaux participent en tant qu'individus, et ne mettent pas dans la balance leurs organisations. L'assemblée peut à tout moment démettre un délégué de son mandat. Les décisions sont guidées par le désir d'aboutir à une réelle autogestion au sein de l'U.E.R.

Les étudiants essayent enfin de se prendre en charge, et pourtant ce n'est pas facile. La participation reste importante aux A.G mais le petit groupe (10-15 personnes) qui règle les problèmes de maintien des structures ne connaît pas cette constance.

Ce qui motive le plus les étudiants restent les problèmes purement internes, ou propres à leur condition. Ce sont les questions d'examens de diplômes de réforme qui motivent avant tout les étudiants. Pour dynamiser un peu la chose, nous organisons des campagnes de dénonciation de problèmes plus profonds : le mandarinat, la sélection aveugle, le mépris profond des profs pour les étudiants. Ce sont toujours des sujets qui interpellent les étudiants dans leur quotidien (OUAIS je l'ai sorti, balaise), et ces campagnes rencontrent un certain écho. Cela fait reculer les mandarins sur leurs positions, surtout quand une cinquantaine d'étudiants débarquent dans le conseil en gueulant.

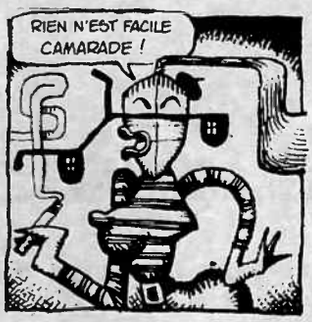
La participation dans ces cas est de 50 à 60 %. Les étudiants participent activement. Devant ces succès, et de peur de tomber dans le corporatisme, une tentative d'aller plus loin est souhaitée. Des réunions larges sont organisées avec un minimum de préparation. Les thèmes sont variés : « A qui servent nos études ? « Peut-on participer à l'exploitation des richesses du Tiers-Monde ? ». Ces discussions, il faut le dire, amènent moins de monde. Ce sont surtout les vieux étudiants, anciens militants ou sympathisants qui se sentent concernés par ces problèmes. Ce sont aussi ceux qui sont le plus près de la fin des études et donc de l'insertion dans la société.

La chose qui est remarquable dans cela, c'est de voir que baisse d'un acquis politique au lycée et montée de la droite dans les facs sont liés. Il est symptomatique de voir que les étudiants de droite sont élus uniquement dans les années de D.EU.G., c'est-à-dire les deux premières années de fac. Cela se fait dans un total désintéressement de la part de la masse qui ne vote pas. La droite représente aussi, pour certains, une alternative autre que les syndicats et les partis de gauche. Et le mépris vient de l'absence d'une expérience politique antérieure. Ainsi, un des élus « indépendant » nous a fait l'aveu de « regretter » sa participation : « Je ne pensais pas que c'était ça ».

Notre manière de les combattre a été de dénoncer en amphi les options prises par ces élus de droite et qui vont contre les décisions de l'A.G. Le délégué, obligé de s'expliquer, se fait aligner au bas de la salle, il faut respecter ses électeurs. Il faut dire aussi que leur intervention est inexistante, et que la « propagande » se fait uniquement par copinage. Toujours est-il que le nombre de copains va croissant et ça, c'est chiant, et je n'arrive pas à l'expliquer, peut-être parce qu'ils exacerbent l'élitisme ?

Enfin, le fait est certain, la droite augmente son auditoire dans les facultés. Elle offre du « solide » dans la peur de l'avenir des nouveaux étudiants !

Face à cela, le mouvement gauchiste n'a pas de réponse, il crève lentement. C'est vrai, le terrain est tout près, un cadavre sur lequel la droite s'acharne. Et construire quelque chose là-dedans n'est pas évident. Les étudiants qui ne deviendront pas cadres finiront, après le chômage, petits employés. Cela se ressent pas mal sur les mentalités. Cela explique que plus que de mouvement, je parlerais plutôt de mouvance. Plus rien ne peut être formel. La moindre contrainte fait fuir invariablement les éventuels intéressés. La proximité et le



côtoiement quotidien font également partie des conditions nécessaires à la naissance d'une volonté d'agir. Exemple : à Jussieu, la biologie est divisée en une multitude d'U.E.R, éparpillant les gens partout, sans qu'ils puissent se connaître. Ils n'ont pas pu assumer un conflit, aucune cohésion n'existant entre eux.

La réforme a pourtant remobilisé une partie des étudiants, c'est grâce à cela qu'a pu être rédigé, en A.G, un contre projet, seule réaction possible devant la molesse des réactions. Quant, finalement, le projet a été voté et accepté au conseil, les profs se sont réveillés pour faire le blocus, l'histoire dure encore. Une réaction caractéristique de la mentalité actuelle, a été l'abandon d'une partie des gens quand ils ont su qu'ils n'auraient pas à pâtir de la réforme. Pas question de grève, les examens approchent !

Et finalement, la chose n'est pas si mauvaise. Il faut effectivement tout changer dans la fac. Il faut une réforme totale, une réforme destructive.

Alain - Jussieu

DE CHARLEVILLE.

Des Ardennes à l'Ardèche... un monde de différence. Je ne parle pas du côté géographique ou climatique mais de la politique de la CAF. Enceinte dans les Ardennes, " Parent isolé ", j'ai attendu pendant 4 mois qu'un contrôleur vienne vérifier que je ne cachais pas un homme dans mes tiroirs. J'étais sans ressources, obligée de demander l'Aide sociale à la Mairie... Bien sûr, en 4 mois, il est passé trois fois mais je n'étais pas là et quand j'ai eu l'audace de demander qu'on me prévienne au moins de la semaine où il comptait passer parce que moi je ne pouvais pas rester enfermée 24h/24, on m'a répondu que puisque je ne travaillais pas, je devais rester chez moi !

Bon ! Et puis, quand la petite est née, qu'elle a eu 2 mois, tout d'un coup, plus de mandat. Je vais demander ce qu'il se passe et j'apprend que le contrôleur est venu le mois d'avant 3 ou 4 fois et que comme il ne m'a pas trouvée ils m'ont coupé l'alloc. sans prévenir. D'après lui j'habitais ailleurs, avec quelqu'un évidemment et il m'a raconté tout un bluff comme quoi il allait faire une enquête sur moi chez mes parents en Belgique. Moi j'étais complètement angoissée car j'ai gardé ma domiciliation là-bas et en plus la petite y est née donc déclarée sur la commune de mes parents. Et puis j'ai fini par apprendre qu'une enquête comme ça n'existe pas. Alors, je me suis défendue, j'ai écrit, j'ai récolté 2 ou 3 témoignages et en une semaine c'était règlé alors que ça traînait depuis plus d'un mois !

Après ça, j'arrive en Ardèche en me préparant à recevoir un contrôleur et puis non ! La première lettre que je reçois était un chèque. J'en revenais pas ! Ils m'ont payé comme ça pendant 5 mois et puis on m'a écrit que dans trois jours j'aurais un contrôle ! Donc ici on a droit à un avis de passage et pas à Charleville ? Ça paraît bien élastique comme règlement ! Chaque CAF aurait sa petite loi, ça dépend des régions. En fait en Ardèche c'est l'exode rural alors il paraît que la Préfecture aimerait bien retenir les gens. Par contre en Ardennes c'est plutôt la désertification qui les intéresse... ça peut s'expliquer comme ça. En tout cas, je crois qu'il est urgent de connaître le règlement au sujet des contrôles : sur les avis de passages, les horaires, la " façon " de contrôler (j'ai entendu parler d'une fille qui s'est fait fouiller toutes ses armoires, vérifier chaque paire de chaussettes...!) etc.. etc... Règlement que la CAF n'a jamais voulu me donner (ils ont l'art de rester imprécis) et que mon assistante sociale ne connaissait pas du tout, mais il doit y en avoir de plus douée. Et puis il serait intéressant de communiquer entre chaque " parent isolé " pour comparer les expériences sur ce sujet (et/ou sur d'autres d'ailleurs) pour arrêter de se laisser impressionner et être à la merci d'un petit contrôleur, faire respecter sa vie privée, revendiquer le droit d'avoir des amis, un amant, ne pas leur laisser pratiquer d'abus de pouvoir...

D'AUXERRE

Vasectomie...

Hey ! Bonjour toi ! Je viens te parler de la vasectomie : c'est une stérilisation masculine par ligature des canaux déférents (spermatiques) qui transportent les spermatozoïdes des testicules à la prostate, où ils se mélangent avec le sperme. Les testicules continuent leur travail normalement, production d'hormones et de spermatos, lesquels, avant l'opération, quand ils n'était pas éjaculés, étaient éliminés par un principe naturel de « voirie ma(crophag)ique » comme les globules dans le sang ; après l'opération, tous les spermatos passent par ce service gourmand...

L'opération est très simple. Sous anesthésie locale, elle dure 5mn environ, nécessite une incision d'un centimètre, qui se referme toute seule. Le gugus se relève aussitôt après, et le coût est faible ; ce qui représente pas mal d'avantages sur la ligature des trompes.

En France, la plupart des toubibs refusent de la pratiquer et font des difficultés, après moultes questions-entrevues, d'abord parce que ce n'est que « toléré » ; toute personne se faisant opérer a mis obligatoirement du sperme à la banque, des fois que tu regrettes. Dans la clinique de Londres où j'ai été, c'était plutôt le contraire...

Arrivé à 9 heures du matin, sans rendez-vous ; à 11 heures sur le billard ; avait-on jamais vu ça ?

Pas d'échantillon au Crédit Agricole des spermatos ! (J'imagine le groupe des spermes humains qui n'arrivent pas à dormir à côté de celui des taureaux, avec leurs beuglements profonds, hé hé !, et qui tapent du sabot au fond de la cuve d'azote, même que ça fait raisonner tout le bocal).

Je n'avais pas beaucoup de temps, pas trop de fric... On vous fait un paquet cadeau ? Non ! Alors, à qui le tour ? Ça faisait mieux que « Au suivant ! ».

Bref ! Maintenant il y a le toubib sympa qui te refuse une vasectomie parce que tu n'as que 20 berges et que tu peux changer 10 fois d'avis... Il a peut-être raison. Il y a deux ans, j'aimais pas les gosses ; maintenant, quand j'en prends un dans mes bras, ça cogne dans la poitrine et j'ai envie qu'il soit à moi, ou d'en faire un pareil ; paradoxalement, je ne regrette toujours pas, j'expliquerai plus loin... Bon, ce toubib-là, tu ne peux pas le convaincre. Il y a le troupeau de vieux fourneaux ou de jeunes loups militants phallocrates qui laissent les problèmes de contraception « aux dames ». Il y a ceux qui voient leur intérêt, parce que le mari vasectomisé, madame ne vient plus régulièrement pour ses problèmes avec la pilule (mycoses...) ou le corps étranger que constitue un stérilet (inflammations). La contraception représente un très très gros chiffre d'affaires pour les pharmaciens, les laboratoires et les toubibs ! Et puis, il y a toujours une politique nataliste en France, que pas mal de monde soutient ; qui va payer leur retraite ? (Je suis bien d'accord, on se le demande, hé hé !...)

La vasectomie n'est pas particulièrement réversible. Je te présente ce qu'on m'en a dit : techniquement, il suffit de rebouter les deux parties des tuyaux avec un petit robinet, un raccord en fait ; mais, selon un toublib de Clamart (conseillé par ARDECOM

— mais qui n'a pas voulu me toucher quand il a vu comme j'étais jeune !), le processus de macrophagie serait trop implanté dans l'organisme ; au bout de deux ou trois ans, le phénomène est irréversible. Selon une autre source française, les déférents, tissus vivants inutilisés, se « dessèchent », se bouchent, et ce sont les testicules qui ne produiraient plus de spermatos. puisqu'il n'y a plus de « débouchés » (production hormonale inchangée). Troisième point de vue, londonien ; à la clinique, on m'a dit que tout cela n'avait rien à voir, et qu'ils étaient passés depuis leurs débuts (peut-être 1950 ?) de 5 à 50% de réversibilités réussies actuellement... qui croire ?

Voilà enfin les raisons de cette décision de ma part : pratiques ; besoin d'une méthode contraceptive masculine à 100% efficace ; j'ai plein d'amies partout...

Personnelles ; mal dans ma peau, pas décidé à infliger à une âme claire les tourments de la mienne, petite tare physique, défaitisme obsédant, je m'emploie aujourd'hui à me sentir bien dans ma peau, et à faire dans le positif ; ça marche très bien mais je garde mes idées philosophiques et politiques : envie de soutenir le féminisme « de tous les jours », les nanas dans ce qu'elles ont déjà à subir de la part du monde qui nous entoure ; bousculer une barrière pour celles qui refusent ou ne peuvent utiliser sans gros problèmes les méthodes contraceptives à leur disposition ; rappeler à tous (j'en parle de temps en temps) que la vasectomie existe et que ce que c'est.

Politiques ; en misant sur la science, si je devais changer d'avis, car je crois bien plus aux progrès de la médecine, dans ce secteur aux oubliettes, que je n'espère de changement radical de tous les hommes politiques qui bâtissent leurs idéaux sur des sociétés industrielles de droite ou de gauche... vouées à l'anéantissement de l'espèce humaine, toute honte nihiliste bue. Où en est la sensibilité du public pour d'autres problèmes qu'économiques ? Il y a sur terre de quoi tuer 32 000 fois tout le monde avec les armes qui y sont entreposées. Quel bel équilibre « instable » ! Il y a un équilibre biologique de la planète, qui mute imperceptiblement, mais à notre stade d'évolution, pas à notre avantage ; encore 20 ans de bouffe « non biologique », de désertion des campagnes pour les villes, de bruits de machines et de rayonnements divers (j'en passe), et il y aura peut-être autant de tarés que de « moins tarés » sur cette foutue boule sphérique. Quant aux formes, la mode peut changer aussi, mais on risque fort de peu s'inquiéter à cause de leur bonne résistance... le pourcentage des écolos en France ne fait pas rêver.

Bruno - Auxerre

CHOOZ... BISES !

Comme nous l'annoncions très précisément dans le Courant Alternatif de Janvier (n° 22), le mythe du nucléaire se fissure... Cela devient même un gouffre dans lequel l'Etat français dans sa propre logique, est tombé !

Malheureusement, actuellement, il n'y a plus guère qu'à CHOOZ et dans la région de Cherbourg (LA HAGUE) où subsistent des foyers de résistance.

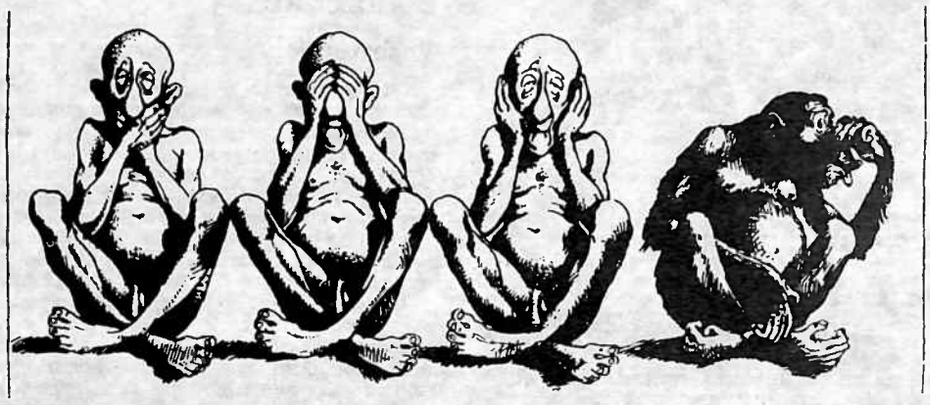
Le mouvement dans la Pointe de Givet ?

Beaucoup de données ont changé en quelques semaines. Après un creux de la vague où nous étions pas loin de penser que tout était compromis (fin avril), quelques espoirs renaissent le plus souvent liés à la situation économique et sociale des Ardennes et de l'hexagone en général.

La symbiose anti-nucléaires / sidérurgistes est terminée. LA CHIERS va fermer ses portes fin 83. Ceux qui ont lutté à Vireux ont le sentiment de s'être fait avoir avec le plan de reconversion (voir C.A n° 25). Il n'y a plus de force collective capable de faire respecter les quelques acquis de ce plan pourtant présenté par le patronat et l'Intersyndicale (CFDT-FO-CGC) comme étant celui qui allait le plus loin dans la couverture sociale de licenciés économiques. L'Intersyndicale et la CGT de l'usine ne peuvent plus mobiliser les sidérurgistes aigris. Face à la direction et aux pouvoirs publics, les syndicalistes n'ont plus qu'un seul recours : La Justice ! Il n'y a plus d'expression autonome à l'intérieur de l'usine, c'est la débandade et le repli individualiste avec son concert de querelles de personnes. Radio La Pointe n'émet plus, l'association est dissoute, le chacun pour soi triomphe ! Ce n'est donc pas un hasard si les sidérurgistes ne furent qu'une poignée à la fête antinucléaire de la Pentecôte.

Comment en est-on arrivé là ?

Devant les réalités de la restructuration européenne de la sidérurgie, beaucoup de travailleurs de la Chiers ont très vite pensé que leur production était condamnée à disparaître. Seule, la CGT a maintenu **l'idée** du maintien de la production d'acier à Vireux. L'Intersyndicale qui a eu, au moment le plus fort de la lutte, la confiance de la plupart des sidérurgistes, s'est très rapidement orientée vers la négociation d'une couverture sociale. Cette négociation a abouti à la signature du plan de reconversion. Ce plan fut d'emblée refusé par les quelques 200 sidérurgistes qui se retrouvaient toujours dans les actions. Ils voulaient plus... Ils revendiquaient, à la fermeture de la Chiers, des emplois stables (donc non liés à la construction de la centrale de CHOOZ) à Vireux, leur permettant de vivre au pays. Il y avait donc un espace entre la CGT et l'Intersyndicale. Mais, le plan de reconversion accepté par la majorité des 800 sidérurgistes a cassé toute dynamique. Son application a entraîné très rapidement des comportements individualistes. C'était peut-être prévisible, mais pas aussi rapidement ! Il faut dire que ceux qui ont lutté n'ont pas réussi à s'auto-organiser collectivement. Alors ? Fallait-il comme le préconisait le SLT de Dunkerque refuser coûte que coûte la fermeture de la CHIERS et se battre de front contre la restructuration de la sidérurgie ? On craint que le résultat ait été le même dans la conjoncture actuelle des luttes sociales.



Malgré tout, on veut espérer que le vécu des gens qui ont lutté si radicalement ne devienne pas un lointain souvenir. Des questions demeurent : combien seront-ils à quitter Vireux ? Rien n'indique aujourd'hui que ceux qui ont lutté prennent leurs valises... Pour où ? Pour quoi faire ? L'industrialisation de la Pointe, tant promise par Mauroy ne pointe toujours pas son nez... ALORS ?

Et CHOOZ ?

C'est dans cet isolement local que le comité de Chooz a organisé sa fête annuelle à la Pentecôte. Cette fête fut malgré tout un succès (3 à 4000 entrées) dû à la participation de nombreux militants belges, hollandais et français. Les écolos européens furent absents de ce rassemblement, prouvant ainsi, une fois de plus, leur abandon des terrains de lutte au profit de l'électoralisme.

Ce succès relatif de cette fête a redonné vigueur et espoir aux calcéens surtout que l'Etat semble bien hésiter sur la commande du réacteur de CHOOZ B (voir plus loin).

Un changement de stratégie à la rentrée...

Les manifestations des derniers samedis du mois qui concrétisèrent la symbiose CHOOZ / LA CHIERS vont être abandonnées. Elles ne répondent plus à la nouvelle situation. Il n'est plus possible ni souhaitable d'affronter les flics dans la Pointe qui nous ont brisé toute mobilisation. Tactiquement, il est certain qu'il faut, en dehors d'actions ponctuelles, essayer de remobiliser pacifiquement, c'est là notre seule chance de sortie du ghetto : manif isolée - répression - inculpation - dans lequel l'Etat nous a enfermés. Cette remobilisation (pour début octobre) va s'appuyer sur le non-sens énergétique et financier de CHOOZ B et sur la situation de l'emploi dans les Ardennes. Mais il y a un problème : l'absence de lutte à la base contre cette désertification. Les antinucléaires devront en être les moteurs. En avons-nous les moyens ? Faire appel à la CFDT des Ardennes (qui a toujours refusé CHOOZ B) ne nous sortira pas nécessairement de notre nouvel isolement social car les syndicats ardennais ont été jusqu'à présent incapables de mobiliser sur la situation économique.

L'espoir des Calcéens

Les difficultés financières d'EDF, la commission long terme du groupe énergie de préparation du 9eme plan contribuent a redonner espoir aux antinucléaires de CHOOZ. En effet, si le chantier a débuté, la nouvelle centrale de CHOOZ ne sera engagée que lorsque la commande du réacteur aura été officiellement passée à FRAMATOME pour EDF. Cette commande devait normalement avoir lieu

en novembre-décembre 82. L'effondrement du mythe du nucléaire n'est pas étranger à ce retard. Qaund vous lirez cet article, l'Etat devrait avoir pris une décision pour CHOOZ (decision devant intervenir fin juin)... s'il ne l'a pas fait c'est que le gouvenement est dans le caca le plus puant ! D'ores et déjà EDF a prévu 14 mois de retard quant à la mise en service de cette centrale (sept 90).

Depuis plusieurs semaines, sur le chantier, on bricole... le patronat local (en particulier le secteur du bâtiment - travaux publics), la CGT, la droite... et la gauche s'inquiètent : CHOOZ serait-il remis en cause ? Heureusement que localement la CGT-PC est incapable de mobiliser les pro-nucléaires ! La rue appartient encore aux « antis » (et... aux flics !).

Electricité à vendre

Si le mythe du nucléaire se fissure en France, il en est de même en Belgique. Ce pays n'a pas encore pris position sur sa participation à CHOOZ B. Sans celle-ci, on voit mal où l'Etat français va écouler cette production d'énergie. En effet avec la mise en service des deux unités de 1300 mégawatts engagées à Nogent/Seine, la Région Champagne/Ardennes regorgera d'électricité. Avec CHOOZ B, EDF produirait un excédent qu'elle évalue elle-même à 6500 gigawatts/h alors qu'actuellement la région n'en consomme que 5200... sans oublier que pour ces prévisions EDF table toujours sur une croissance économique complètement surévaluée (de l'ordre de 5% à partir de 85).

Monsieur le Commissaire

La gouvernement est au pied du mur dans les Ardennes. Mauroy, voici quelques mois, a fait des promesses dont beaucoup s'appuient sur les retombées de CHOOZ B. Mauroy est un politicard mais l'Etat dispose de haut fonctionnaires conscients de certaines données. C'est ainsi qu'un commissaire à l'industrialisation des Ardennes a été nommé. On pourrait penser que ce technocrate issu d'une grande école est « bidon ». Il n'en est rien ! C'est un cinglé travaillant d'arrache pied jour et nuit. Il refuse de parler de CHOOZ B et semble conscient que le nucléaire n'apportera aucune solution aux problèmes économiques des Ardennes. En fait, il tente de réaliser l'Union de toutes les forces vives du département et mise avant tout sur la filière bois, l'agro-alimentaire (vieux chevaux de bataille) et de nouvelles industries (fibres optiques).

Le Front Commun Ardennais (CFDT, Comité de Chooz,...) a décidé d'essayer de se servir de ce fonctionnaire zélé pour peut-être appuyer sa proposition d'organisation d'assises pour la reconversion ardennaise de CHOOZ B (c'est à dire reverser dans l'industrialisation des Ardennes tout le fric qui sera gaspillé à CHOOZ).

Ce serait pour le pouvoir une porte de sortie limitant les dégats économiques et politiques (il ne faut pas oublier que la gauche a perdu tout crédit dans la Pointe et qu'une fraction non négligeable de cette population est en rupture avec la bipolarisation gauche/droite).

Le pouvoir prendra-t-il cette issue de secours ?

Rien n'est moins sûr car il faudrait qu'il propose du concret au patronat, à la CGT, à la droite... contre balançant les mythes véhiculés par la construction d'une centrale, mythes qui d'ailleurs sont très bien entretenus par la gauche.

Dans sa logique de gestion de la crise le pouvoir a misé sur une politique industrielle dans laquelle le nucléaire devait jouer un rôle moteur pour l'économie et être un des pôles de la restructuration. Mais le pouvoir est piégé !

Le choix du nucléaire s'avère être un fiasco total. Les USA l'ont compris : on ne relance pas l'économie par une surproduction énergétique. Pour relancer, il faut (mais cela ne suffit pas...) :

— **Détruire** des pans entiers de l'industrie devenue non rentable, l'Etat et ses institutions étant là pour encadrer les « invalides » de cette guerre économique.

— **Assainir** les systèmes financiers (inflation, monnaie, commerce extérieur...) permettant ainsi de réintroduire le capitalisme sauvage à partir de nouvelles technologies de pointe. C'est visiblement ce qui se passe aux USA ! Cette restructuration est longue car il n'y a pas eu de guerre en Europe permettant de détruire certains appareils productifs (si cette guerre n'a pas eu lieu, c'est essentiellement dû au fait que le nucléaire militaire mettait en danger la planète elle-même...).

Le piège se referme

Certains Etats sont contraints de freiner cette restructuration. C'est le cas de la France où la gauche est obligée de composer un minimum avec son électorat traditionnel (classe ouvrière stable) et où la droite s'est avérée incapable d'avoir un soutien majoritaire dans le pays pour permettre cette restructuration (contrairement à l'Angleterre où Thatcher a réussi grâce à la guerre des Malouines).

Le nucléaire, choisi essentiellement par la France, **est une fuite en avant car il ne permet pas d'assainir les circuits financiers** (c'est le moins que l'on puisse dire !) **et sa plus grande tare est de produire de l'électricité que le système capitaliste dans sa phase actuelle de restructuration n'a que faire !**

La technologie sophistiquée du nucléaire a attiré l'Etat français voici plus de 10 ans. Son utilisation civile permettait de rentabiliser des recherches déjà menées dans le domaine militaire sans oublier que dans ce secteur, la France était en pointe notamment à cause de sa politique d'armement indépendant de l'OTAN.

De plus, le pétrole est extrait dans les zones gérées par des multinationales américaines alors que l'uranium se trouve entre autres en Afrique dans des zones de domination française (Gabon, Niger) extrait par des multinationales françaises.

Une certaine idée de la grandeur de la France, le désir de grandes réalisations françaises, des motivations trouvant toutes racines dans un nationalisme exacerbé, ont largement guidé ce choix du nucléaire. La « crise pétrolière » de 73 a fait le reste. Elle justifiait ce choix et permettait aux technocrates, politiciens, d'espérer une bonne place dans la concurrence internationale. Mais cette crise énergétique était fictive, les problèmes étaient ailleurs... dans la réalisation de nouveaux gains de productivité. la France qui désirait tant son indépendance nationale dans un monde économique brisant les frontières s'est fait piéger en mettant tous ses œufs dans le même panier. la résolution de la

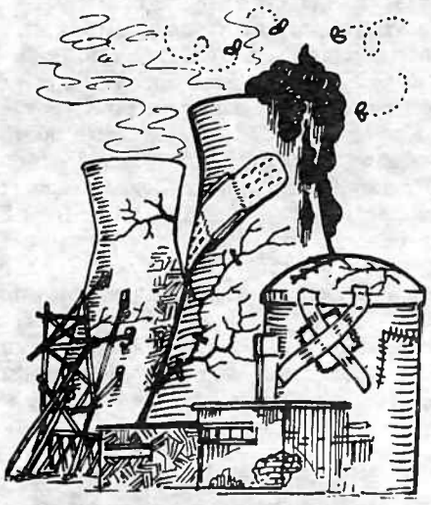
crise ne passe pas par un choix déterminé de la production énergétique. Pire, il y a antagonisme entre le nucléaire et les autres choix énergétiques : Gaz, Charbon, Energies nouvelles, qui peuvent être tous aussi juteux !

Les USA s'en sortent bien mais en France le piège se referme... **Des tas d'entreprises de sous-traitance se sont lancées à fond dans le nucléaire et sont incapables d'adapter leur production aux nécessités actuelles.** Effectivement nous sommes compétitifs dans ce type d'industrie (sauf lorsqu'on est plus cher que les japonais !)... mais les débouchés n'existent que très peu. On a bien sûr misé sur l'exportation... mais les pays du Tiers Monde sont trop endettés pour se permettre de telles folies. **Alors ?**

Si le gouvernement suit les recommandations de la commission long terme du groupe énergie de préparation du 9eme plan (1 tranche par an) ce sera nettement insuffisant pour préserver l'outil industriel... cela impliquerait nécessairement plusieurs dizaines de milliers de suppressions d'emplois. De plus cela supposerait pour le pouvoir une résistance au chantage de certains groupes de pression (patronat, droite, CGT-PC...) et l'obligation pour celui-ci de proposer des plans de reconversion qu'il est incapable d'avancer. Tenir compte des prévisions du 9eme plan est trop risqué pour ce gouvernement **qui marche à l'aveuglette en évitant de faire trop de vagues de peur de tomber !**

Si le gouvernement préserve coûte que coûte l'outil industriel en maintenant trois réacteurs par an... il va tout droit vers des dépenses nettement au dessus de ses moyens actuels sans compter la surproduction d'électricité que cela implique, l'abandon des énergies nouvelles et des économies d'énergie, des choix douloureux concernant le gaz et surtout le CHARBON.

Il a tout de même réussi partiellement à se sortir du problème des mines de charbon non rentables en déléguant son pouvoir aux conseils régionaux qui seront amenés à décider des fermetures éventuelles. On voit là concrètement à quoi peut bien servir la décentralisation. Les mineurs lésés ne s'en prendront plus directement à l'Etat comme par le passé mais aux politiciens et aux bureaucrates locaux.



Mais au niveau du nucléaire, l'Etat ne peut pas se défiler !

Il est probable que le pouvoir va prendre des décisions au coup par coup, comme il en a tant le secret. La première concerne CHOOZ, la deuxième Le CARNET, CIVAUX... quoi qu'il fasse cela va nécessairement produire des résultats catastrophiques... pour la grandeur de la France.

Faisons en sorte, là où il y a des possibilités de mobilisation, que ce ne soit pas encore les populations locales qui trinquent !

REIMS, le 16.06.83

LA FRANCE EN AFRIQUE

DOSSIER

Droite et Gauche, la continuité dans la continuité

On peut s'étonner que dans les revues ou brochures libertaires on se soit peu intéressé à ce domaine de la politique du gouvernement actuel, c'est à dire la politique extérieure et particulièrement celle pour l'Afrique, où la continuité avec la ligne suivie antérieurement vient confirmer encore une fois l'absence d'alternative qu'offre la gauche au pouvoir. Ce silence doit pouvoir s'expliquer de deux façons :

— D'une part, ce qu'on appelle des « relations internationales » sont en fait des relations entre Etats ou blocs ou autres appareils de domination. L'internationalisme prolétarien, c'est pas demain la veille !
— D'autre part il y a un manque certain de réflexion sur le Tiers Monde chez les libertaires (sociétés précapitalistes, colonialisme, néo-colonialisme etc...).

Ainsi, pour toutes ces questions les sources d'information et de réflexion sont presque toujours aux antipodes d'un point de vue libertaire (nécessité de l'Etat, anarchie égale chaos etc...) ; même en voulant aborder ces questions en tant que libertaire, on risque d'être pénétré inconsciemment par des idéologies de pouvoir (établi ou à venir).

Nous voilà prévenus et maintenant à nos risques et périls, entrons dans le vif du sujet. Pour y voir plus clair, il est nécessaire d'opérer un retour en arrière. On s'épargnera quand même de revenir au XIXe siècle avec la colonisation, encore que les idées des penseurs socialistes de l'époque (Marx le premier !), méritent parfois le détour...

Il sera surtout question ici de l'Afrique depuis l'« indépendance » (et un peu avant). L'analyse se fera en 4 étapes :

— les relations néocoloniales mises en place par la droite française durant les deux décennies 60-70,

- l'héritage colonialiste au sein de la gauche, surtout dans la IVe République,

— les projets africains du PS avant d'arriver au pouvoir,

— la politique suivie depuis deux ans par la gauche au pouvoir.

Albin Chalandon avec les hôtesses d'Elf-Aquitaine au Congo, en mars 83.

La droite française et l'Afrique : une néocolonisation réussie

La perte de l'« Empire » a souvent été présentée comme un déchirement par les hommes politiques de droite. En fait, pour l'Afrique Noire, ce n'étaient que des larmes de crocodiles... A part l'accroc guinéen — Sekou Touré dit non à la Communauté en 1958 —, l'essentiel des positions aura été préservé. Les pays qui ont accédé à l'« indépendance » en 1960 n'ont pas connu de guerres de libération comme en Indochine ou en Algérie. Les nouveaux maîtres ont été formés à bonne école : celle des universités françaises, des assemblées parlementaires françaises ou encore de l'armée française... A l'intérieur de l'ex-métropole, le ministère de la France d'Outre-mer a été scindé en deux :

— le ministère des départements et territoires d'Outre-mer (DOM-TOM) pour les « confettis de l'Empire »,

— le ministère de la coopération pour la grande partie de cet empire (l'Afrique surtout) dont on ne peut plus assumer directement la gestion.

Pour comprendre le caractère « privilégié » des relations franco-africaines après les « indépendances », la comparaison s'impose avec les positions de l'autre ex-puissance coloniale en Afrique : le Royaume-Uni. Si, dans un premier temps, la France n'a pas réussi dans sa tentative de « Commonwealth à la française » avec la Communauté (1958-60), du fait, notamment, de rivalités entre les nouveaux leaders africains (Senghor contre Houphouet-Boigny), cela n'a été qu'un échec sans conséquence. En effet, par la suite, elle a su développer, dans les domaines militaires, économiques, politiques et culturels, un ensemble de liens institutionnels (zone franc, UAM transformée en OCAM, coopération, etc...) et peut-être davantage informels (conseillers auprès des chefs d'Etats africains, « relations personnelles » avec ces chefs d'Etats, barbouzes, réseaux Foccart, interventions militaires en cas d'urgence...

Ce qu'il faut voir c'est que cette position est unique. La Grande Bretagne, d'une part à cause de ses difficultés économiques, d'autre part parce que son empire colonial était moins centré sur l'Afrique, n'a pu jouer un rôle comparable. Même les deux super-grands, Américains et Russes, relayés par les Israëliens et les Cubains, ne bénéficient pas, à l'heure actuelle, d'un réseau d'influence aussi efficace (ce qui ne veut pas dire que la puissance française en Afrique Noire ne bénéficie pas en dernière analyse à l'impérialisme US, mais avec une grande marge de manœuvre...)

Des visées stratégiques gaulliennes...

Cette politique de la droite au pouvoir n'a pas été invariable durant plus de 20 ans. Globalement, on peut opposer le système mis en place après 1960 par De Gaulle et son évolution dans les années 70 surtout avec Giscard. Sous De Gaulle, on peut parler d'un véritable dessein stratégique à propos de l'Afrique, s'appuyant sur une présence militaire active (pactes de défense et d'assistance militaire, OCAM, interventions directes, etc...), ainsi que sur des initiatives diplomatiques visant à présenter la France comme un recours à la division du Monde en 2 blocs.

... aux préoccupations économiques sous Giscard

Après 73-74, si les intérêts politiques (votés à l'ONU) militaires (bases et poursuite de l'interventionisme) et culturels (francophonie) ne sont pas négligés, ce sont les préoccupations de rentabilité économique immédiate qui semblent avoir le dessus dans un contexte de crise généralisée du capitalisme. Le discours, ici comme ailleurs, se fait plus technocratique, loin des grandes envolées lyriques gauliennes. Cela dit, après 75-76 (Angola, Mozambique puis guerre du Shaba), les risques de « destabilisation » sont souvent évoqués et par ailleurs Giscard donne aussi dans l'esbrouffe diplomatique (« dialogue Nord-Sud », « trilogue » : Europe - Afrique via les Arabes).

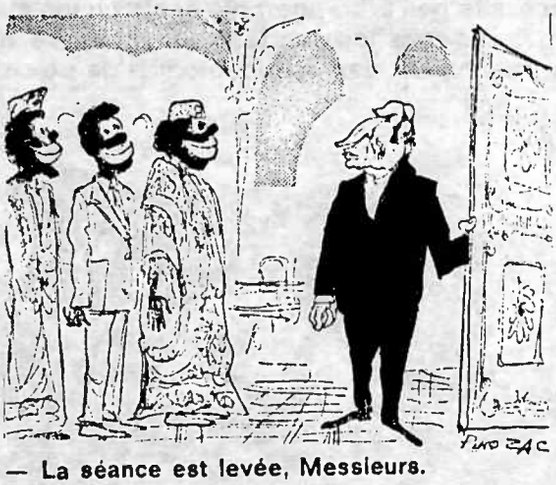
Les enjeux africains

Après avoir vu l'évolution globale de la politique néocolonialiste de la droite en direction de l'Afrique, on peut examiner de manière plus détaillée les divers enjeux qui contribuent à maintenir des « relations privilégiées » entre la France et l'Afrique.

● **Les enjeux politiques** : la « décolonisation » française en Afrique constitue un modèle du genre pour tous les impérialismes. La sphère d'influence a été sauvegardée. On peut même considérer qu'elle a été étendue aux ex-colonies belges : Zaïre, Rwanda, Burundi. Ainsi, la politique de maintien de cette sphère d'influence s'est accompagnée de visées plus larges à l'échelle du continent africain (ouverture en direction des pays non francophones, pour ne pas apparaître trop ouvertement néocolonialiste), de même on peut expliquer la tentative d'élargir la politique africaine française au niveau européen (accords entre la CEE et les pays ACP). Mais d'autre part, il faut rassurer les « fidèles » inquiets de cette dilution des « liens privilégiés » car il ne faut pas croire que ces dirigeants subissent malgré eux la dépendance à l'égard de la France : ils la souhaitent, car elle est le plus sûr garant de leur stabilité interne...

Ces enjeux politiques ne sont donc pas si simples et ils sont d'autant plus difficiles à saisir qu'ils se négocient généralement à travers des réseaux de relations personnelles qui s'affichent rarement au grand jour. Ainsi, même dans les lieux d'émergence de ces réseaux, comme les sommets franco-africains qui ont lieu chaque année depuis 1973, où l'on essaie de ménager la chèvre de la sphère d'influence et le chou de l'africanisme (des pays non francophones sont présents en tant qu'observateurs), l'essentiel a lieu « off the record », à travers des entretiens bilatéraux prévus en marge des sommets.

SOMMET FRANCO-AFRICAIN : LA FIN DU NÉOCOLONIALISME



— La séance est levée, Messieurs. Vous êtes libres !

● **Les enjeux économiques** : là aussi, la situation n'est pas restée immuable. Au système colonial classique (importation de produits agricoles tropicaux, exportation de biens de consommation pour une minorité de privilégiés), avait succédé depuis déjà longtemps une plus grande insertion dans l'économie mondiale. Mais l'élargissement s'est surtout accentué dans les années 70 avec la CEE et les conventions de Yaoudé, Lomé I et Lomé II (visant notamment à assurer une meilleure régulation des cours de produits de base). Cela dit, le maintien de « relations privilégiées » se vérifie aussi dans le domaine économique (cf. zone franc et coopération économique). Bien plus qu'à un déclin du bilatéralisme, on a surtout assisté à une privatisation des relations économiques et une réorientation des flux financiers en direction de produits stratégiques (minerais et énergie), ayant pour conséquences une inégale répartition géographique des investissements (Côte d'Ivoire, Cameroun, Gabon, à un degré moindre : Sénégal) et un endettement croissant des pays concernés.

Par delà ces changements, une certitude demeure : les liens économiques toujours étroits entre la France et l'Afrique mettent en présence des « partenaires » de forces tout-à-fait inégales. Qu'on en juge : la France contrôle 50 % de la PIB et 80 % de l'épargne mobilisable des Etats francophones et la PIB française est de l'ordre de 20 fois supérieure à l'ensemble...

Ainsi, alors que la France est déficitaire avec le reste du Monde pour le commerce extérieur, celui avec l'Afrique est nettement exédentaire, même avec les pays les plus dynamiques de la zone (voir tableau). En période où le solde de la balance commerciale tombe à - 100 milliards de francs, ce n'est pas un filon à laisser tomber !

● **Les enjeux militaires** : l'armée française a certainement été — avant l'école ou la mission — l'institution qui a joué le plus grand rôle dans la colonisation (dans la conquête mais également l'administration). Ce temps-là est révolu. L'armée, d'aujourd'hui — la française seulement car les armées des Etats africains rappellent par leur omniprésence l'ancienne armée coloniale... — se cantonne désormais dans des tâches plus techniques. Ce militarisme français s'est développé en Afrique Noire, principalement de deux manières. D'une part, à travers les interventions directes dont la fréquence a varié selon les circonstances, au total 17 (nombre minimum), centrées autour de deux périodes : immédiatement après les « indépendances », pour mater des mouvements luttant contre des régimes fantoches mis en place par Paris, puis à la moitié de la période giscardienne où l'on est hanté par le spectre de la « destabilisation » (voir tableau). D'autre part, moins spectaculairement, la présence militaire française est assurée en continuité par toute une infrastructure sans laquelle les interventions directes ne pourraient avoir lieu : accords de défense et d'assistance militaire, présence militaire directe

Commerce extérieur de la France avec les EAM (milliards de F.F.)

	Exportations		*Importations*		*Solde*	
1977	*11,3*	*6,8**	*9,5*	*6,7**	*+ 1,8*	*0,1**
1978	*11,9*	*6,9**	*8,4*	*6,1**	*+ 3,4*	*0,8**
1979	*13,0*	*7,5**	*9,8*	*6,7**	*+ 3,2*	*0,8**

* Côte-d'Ivoire, Cameroun, Gabon.

toujours maintenue, même diminuée (6700 hommes sur 6 pays en 1981), et surtout formation des armées africaines et entretien de « forces de déploiement rapide » (comme l'armée US), comprenant la IIe division parachutiste basée dans le Sud-Ouest (15 000 à 16 000 hommes), la 9e division d'infanterie de marine en Bretagne (7600 hommes) et la 31e demi-brigade en Provence (3500 hommes) ; quant aux moyens :

— sur mer : escadres de Brest et Toulon,

— dans l'air (plus important) : chasseurs bombardiers Jaguar, avions de transport Transall, avions de reconnaissance Breguet Atlantique.

Pour finir, remarquons que ce qui se passe en Afrique nous concerne de plus près qu'on pourrait le croire, puisque l'organisation des FDR découle du redéploiement des forces armées terrestres lancée sous Giscard vers 1974-76...

★ Signalons aussi à la frontière entre l'économique et le militaire les ventes d'armes françaises en direction de l'Afrique Noire, cependant marginales par rapport à l'ensemble des armes que la France exporte (de 2 % à 4 %).

Les bras longs de la france en Afrique
ou
quelques instruments au service du néo-colonialisme français

Le Trésor : fournit des prêts à conditions de faveur à certains Etats Africains. Evidemment pas par philanthropie. En fait ces prêts s'inscrivent dans une politique de soutien aux exportations françaises.

Le FAC (Fonds d'aide et de coopération) : Le bras séculier traditionnel du ministère de la Coopération en Afrique. Spécialisé dans les opérations « « sauvetages» des finances publiques » des néo-colonies.

La CCCE : (Caisse Centrale de Coopération économique). Son rôle est plus directement économique, elle fournit des prêts orientés surtout vers les pays ayant une meilleure capacité de remboursement mais elle peut aussi réaliser des opérations « sauvetage ». Son rôle (mixte) s'est accru ces dernières années aux dépens du FAC.

La zone franc : 14 (ex ?) colonies françaises (la Guinée n'en a jamais fait partie, la Mauritanie et Madagascar en sont sorti en 1973) caractérisée par l'interconvertibilité libre au sein de la zone à taux de change fixe, par l'unité de trésorerie et l'unité du régime des changes, par la liberté de transfert interne.

Avantages pour le capitalisme français :
— Réglementation de l'émission monétaire des pays membres
— Accumulation de devises auprès du Trésor français.
— Epargne africaine ayant intérêt à se placer dans les banques françaises.
— Et, last but not least, rapatriement des bénéfices des entreprises françaises installées en Afrique.

En outre, les divers moyens de **l'Assistance technique** (experts, enseignants, études) qu'elle soit civile ou militaire sont aussi des vecteurs de dépendance.

Orientation de l'aide publique française en 1970 et 1980 (milliards de F.F.)

	Coopération		*CCCE*		*Total*	
	1970	1980	1970	1980	1970	1980
CAMEROUN	100,6	248,7	33,8	313,0	134,5	565,8
CÔTE-D'IVOIRE	134,0	416,6	46,0	441,6	180,0	870,8
SÉNÉGAL	138,7	463,1	35,6	408,6	174,3	890,4
Total 3 États	373,3	1128,4	115,4	1163,2	488,8	2327,0
% 3 États	28,3	30,1	44,2	62,5	30,5	41,4
Total 14 États EAM	131,6	374,0	259	1860	1575	5600

Source : Calculs de l'auteur.

TABLEAU II
INTERVENTIONS MILITAIRES FRANÇAISES EN AFRIQUE NOIRE (1)

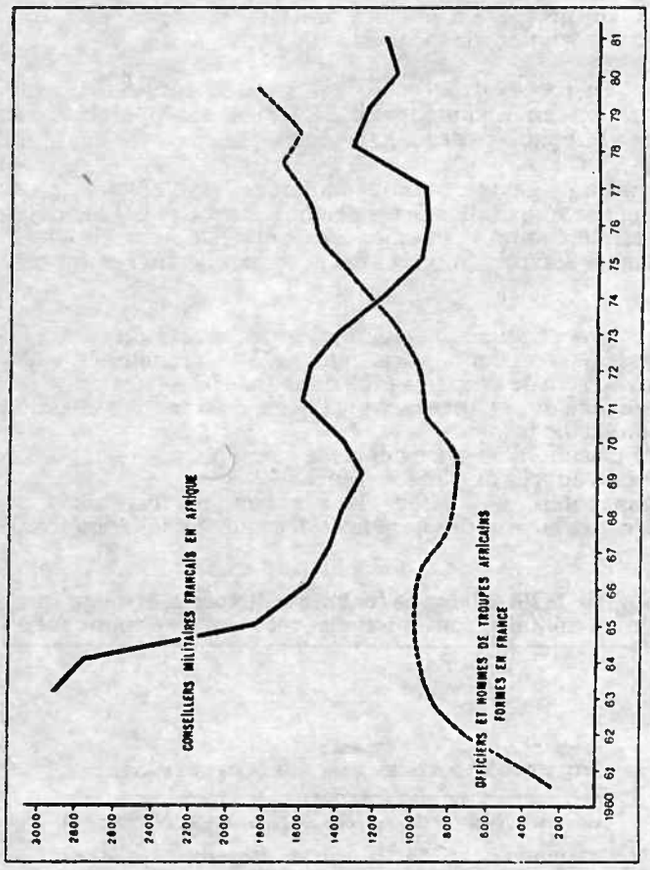
CAMEROUN 1959-1964	Guerre contre-révolutionnaire contre l'UPC.
SÉNÉGAL 1961-1962	Soutien au président Senghor à l'occasion de l'éclatement de la fédération du Mali et de la tentative de coup d'État par Mamadou Dia (2).
CONGO 1960 ET 1962	Interventions anti-émeutes.
GABON 1960 ET 1962	Interventions anti-émeutes
1964	Déjouement d'un coup d'État militaire contre le président Mba.
TCHAD 1960-1963	Interventions contre des émeutes et des révoltes mineures.
1968-1975	Guerre contre-révolutionnaire contre le Frolinat.
1977-1980	Guerre contre-révolutionnaire contre le Frolinat.
MAURITANIE 1961	Interventions anti-émeutes.
1977-1978	Soutien aérien lors d'opérations dirigées contre le POLISARIO.
NIGER 1973	Déjouement d'un coup d'État militaire/mutinerie.
DJIBOUTI 1976-1977	Opérations Lovada et Saphir contre l'irrédentisme somali.
ZAÏRE 1977 ET 1978	Défaite des rébellions du Shaba.
RCA 1979	Coup de force contre Bokassa (Opération Barracuda).

(1) Ce tableau tient seulement compte des interventions françaises les plus ouvertes et les plus « militaires ». On pourrait discuter longuement sur ce qui devrait et ne devrait pas être inclus et sur la définition exacte du rôle de la France dans chaque cas. Il y a, bien sûr, tout un éventail de situations dans lesquelles la France est intervenue plus discrètement, comme par exemple lors des tentatives conjointes du SDECE et de la CIA de déstabiliser le MPLA en Angola en 1975-1976, ou bien l'assistance secrète de la France à Hissène Habré entre son retrait du Tchad en 1980 et l'élection d'un gouvernement socialiste en 1981.

(2) On peut se demander si l'on peut parler d'intervention française en 1961-1962. Cependant, la présence française a joué un rôle certain et certaines unités de l'armée et de la gendarmerie sénégalaise commandées par des officiers français, ont dû choisir les autorités sénégalaises engagées dans le conflit auxquelles elles voulaient obéir.

TABLEAU IV

LES TENDANCES DE L'ASSISTANCE MILITAIRE FRANÇAISE ET DE LA FORMATION MILITAIRE EN AFRIQUE



Hommage confondant

Titre ambigu du « Monde » (11-10), à propos de la visite de Mitterrand à l'ambassade de France à Brazzaville, encore appelée la « case de Gaulle » :

L'ACCUEIL ENTHOUSIASTE DE BRAZZAVILLE

Les Congolais ont confondu dans un même hommage le général de Gaulle et M. François Mitterrand

Ils les ont confondus dans l'hommage, ou entre eux deux ? Après tout, Tonton fait du Congollisme de gauche...

exécutions par des militaires. sur la plage de Libreville, au Gabon.

L'héritage colonialiste de la gauche

• La participation au colonialisme classique :

« *Il y a tout un monde entre la vision cynique mais audacieuse et intelligente de De Gaulle et la politique petite bourgeoise et mesquine de Léon Blum et René Pleven ou Guy Mollet* », écrit Pathé Diagne dans Peuples noirs - Peuples africains. La Gauche a d'abord participé à la défense du colonialisme classique avec l'argument classique de la nécessité de tirer ces pays arriérés du sous-développement (déjà utilisé par Marx, donc révolutionnaire...) mais aussi de manière plus étonnante avec le PC : l'anticolonialisme est souvent assimilé à un nationalisme petit bourgeois - savoureux, 20 ans après, lorsqu'on voit les affiches « MADE IN FRANCE ». Les pratiques justifiées par ce bricolage idéologique se passent de commentaires : les partis de gauche au gouvernement après la guerre ont cautionné l'écrasement dans le sang des grèves de 1945 au Sénégal ainsi qu'en 1947, le carnage ayant suivi la Grande Révolte de Madagascar (des dizaines de milliers de victimes). La SFIO a trempé encore plus dans ces basses œuvres du fait qu'elle a souvent participé aux gouvernements de la IVe République. C'est ainsi que ce « parti ouvrier » avait son réseau de notables en Afrique jusqu'à certains gouverneurs, en concurrence avec le MRP (démo-chrétien) et l'UDSR centriste, de gauche ou de droite au hasard des coalitions gouvernementales.

La participation au colonialisme de transition

Sur le plan politique/politicien, le RDA (Rassemblement Démocratique Africain), pépinière de la classe politique africaine, avec Houphouët-Boigny, siège d'abord, en 1950, avec le PC à l'Assemblée Nationale. Puis, grâce à la médiation d'un certain F. Mitterrand, un des chefs de l'UDSR, le RDA est ramené dans le giron des partis « respectables » qui alternent au pouvoir sous la IVe. A travers cet épisode, on le voit, le colonialisme ouvertement méprisant à l'égard des « indigènes » n'était plus de mise. Il fallait passer la main aux « élites politiques » africaines, qui commençaient à sortir du moule de l'école française. Peaux noires et masques blancs... La gauche ne fut pas la dernière à participer à ce ravalement de façades. C'est avec la loi-cadre Defferre en 1956, que la métropole accorde une aire de jeu pour ces apprentis-politicards ayant fait leurs preuves et donc reconnaît formellement l'aptitude à diriger aux bourgeoisies noires embryonnaires, brimées par le colonialisme direct. C'est aussi dans le même cadre qu'on s'achemine vers une balkanisation de l'Afrique, d'où ressortira le tracé des frontières actuelles.

Les projets du PS pour l'Afrique

Evincés du pouvoir pendant plus de 20 ans et donc en grande partie du pouvoir sur l'Afrique — mais pas complètement —, les socialos vont avoir tout le loisir pour reconsidérer leurs positions sur l'Afrique ainsi que sur le reste du Tiers-Monde.

• A bas le néocolonialisme (de droite seulement !)

Dans « Les Socialistes et le Tiers-Monde », ouvrage anonyme où s'étale toute la lourdeur pédagogique et la bonne conscience de quelques « têtes pensantes » du PS, les critiques portent en particulier sur la coopération qui, dans 3 domaines (culturel : francophonie, économique, financier : zone franc), est accusée de servir les intérêts de l'ex-métropole. « *Débouchés privilégiés, approvisionnements à condition de faveur, influence politique, expansion culturelle, sont quelques-uns des avantages que procure à la France une coopération conçue comme un réseau de liens qui contribue à maintenir les pays aidés en position d'assistance* » (P. 72). Plus loin, un constat encore plus catégorique : « *La coopération française ne serait pas autant centrée sur l'Afrique si elle n'était pas fille de la colonisation* » (P. 73). Cet anti-colonialisme militant se calme un peu tout de même lorsqu'on fait allusion à certains aspects du passé : « *(...) le PS-SFIO qui participait au pouvoir ne sut pas, partout, aller au terme de la logique de décolonisation, ni toujours résister à la tentation de la répression* » (P. 74). On admirera l'euphémisme, mais assez de citations dont le seul intérêt apparaît lorsqu'on compare avec ce que font ces mêmes gens aujourd'hui !...

On peut résumer : la gauche se servait des aspects les plus crapuleux de la politique de la droite (barbouzes, interventions militaires, safaris, diamants, etc...), pour jouer son rôle d'opposant.

● **Une solution de rechange ?**

Du côté des projets, bien sûr, on restait dans le vague, ce qui permettait de surmonter au niveau du discours la contrainte vaguement perçue entre l'intérêt de la France et ceux du Tiers-Monde et donc de l'Afrique (« risque de contradiction qui pourrait se manifester entre notre politique intérieure et notre politique étrangère »). On retrouve alors tous les thèmes battus et rabattus qu'on retrouve dans les conférences internationales où des technocrates planchent, entre deux jets, sur le « dialogue Nord-Sud » ou le « sous-développement ». En vrac :

— stabilisation des cours des produits de base

— stocks régulateurs permettant d'assurer les recettes d'exportation

— système de « préférences généralisées » (abaissement unilatéral des barrières douanières au profit des PVD)

— réduction des taxes à la consommation pour les produits venant des PVD

— réorganisation du SMI

— accent mis sur le développement rural et le transfert des technologies, etc...

Cependant, au-delà d'une unité de positions rendue possible par le flou du projet, on pouvait percevoir plusieurs courants au sein du PS :

— les « réalistes », comme le CERES, prêts à coopérer avec n'importe qui, pourvu que ce soit rentable (socialisme national oblige !)

— les partisans d'un nouveau keynesianisme à l'échelle mondiale (« New Deal planétaire »), tel Cheysson, ex-commissaire à la CEE pour le Développement, l'homme des accords de Lomé entre les pays ACP et l'Europe

— les tenants d'un internationalisme utopique et non prolétarien, se voulant plus sourcilleux sur la question des « Droits de l'Homme »

— Enfin, ceux qui se réclament d'un développement « autocentré » mais qui visent en fait une restructuration de la DIT face à la crise mondiale.

Malgré ces divergences, il y avait un point commun à tous ces points de vue, même si on y parlait des « peuples », la coopération ne pouvait être envisagée que dans le cadre de relations entre Etats. La morale était sauve au prix de quelques symboles de refus : Chili, Afrique du Sud. Nulle allusion à des despotes francophones comme Mobutu, Bongo, Sekou Touré et même avant d'arriver au pouvoir, il y a toujours eu 2 poids 2 mesures pour l'Afrique vis-à-vis des autres continents, par exemple : en 1970, les socialistes resteront étrangement passifs lors de l'affaire Ouandié Ndongmo (évêque camerounais, emprisonné, torturé, car on lui reprochait des liens avec le mouvement d'opposition armée de l'UPC).

Cette particularité de l'Afrique au sein de l'idéologie « Tiers-Mondiste » du PS n'a fait que s'accentuer à l'approche de 81. Plusieurs détails sont significatifs à cet égard :

— en 1978, lors de l'intervention aérienne au Shaba, sauvant in-extrémis le régime de Mobutu (invasion des « gendarmes katangais ») Mitterrand critique la forme (de n'avoir pas été consulté !) mais pas le fond.

— en 1980, lorsqu'on se débarrasse de Bokassa (opération Barracuda) devenu trop gênant avec l'affaire des diamants et les massacres d'enfants, on ne dénonce pas le fait que sur le plan du droit international c'est encore mieux que le coup des Russes en Afghanistan (on est intervenu dans le cadre d'un traité de défense annulé quelques mois plus tôt et à la demande... du futur président Dacko qui allait renverser Bokassa !)

— Enfin, in-extrémis, juste avant les élections, un certain nombre de pratiques auparavant décriées par le PS, sont reconnues de fait : le caractère particulier des liens avec l'Afrique avec le conseiller à l'Elysée pour les affaires africaines, les sommets franco-africains jusqu'aux interventions directes que Mitterrand se refuse à exclure à priori : « si c'est dans le cadre d'accords signés par la France avec les Etats africains (...) ».

Bref, l'attitude du P.S. avant d'être au pouvoir peut se résumer ainsi : des critiques opportunistes et plutôt superficielles, une ébauche de projet réformiste totalement floue (seule promesse chiffrée : doublement de l'APD envers les PVD de 0,35 % à 0,7 % d'ici à 1985, dont 0,15 % pour le PMA) et en filigrane, un certain nombre de replis sur des positions conservatrices dans la perspective d'accéder au pouvoir.

Le changement et l'Afrique

La victoire de Mitterrand a suscité en Afrique des inquiétudes chez certains dirigeants africains « modérés », très liés au pouvoir précédent et corrélativement, l'espoir de pas mal d'opposants croyant pouvoir compter sur des sympathies au sein du PS. Quelques mois plus tard toutes ces illusions seront dissipées de part et d'autre: les uns se féliciteront de ce "réalisme", les autres crieront à la trahison... Mais revenons au départ, c'est à dire à la formation du 1er gouvernement Mauroy. En effet, c'est alors que sont nommés les principaux acteurs de la "nouvelle" politique de la France en Afrique. Cette répartition des rôles pouvait s'avérer utile pour séduire à l'extérieur et ... surmonter provisoirement les rivalités à l'intérieur:

- le "nouveau" est incarné par la nomination de Jean Pierre Cot au ministère de la "Coopération" (on ajoute "Développement" pour faire plus propre!)
- mais la tradition est maintenue en la personne de Guy Penne, conseil-

Gnassingbe Eyadéma

« Main basse sur le Cameroun ? »

ler à la présidence pour l'Afrique, ce qui revient à reconnaître le caractère "particulier" des relations franco-africaines,dans la lignée des Foccart,Journiac...son rôle ne cessera de s'affirmer par la suite en tant que "Monsieur bons offices" de Mitterrand en Afrique -Cheysson,qui a une certaine expérience de l'Afrique à travers la CEE,incarne lui parfaitement ce "tiers-mondisme" technocratique ... il restera plutôt à l' écart -quant au "tiers-mondisme militant" pour les pays de l'Afrique dite "progressiste",on dispose du révolutionnaire de service en la personne--ou le fantôme-- de Régis Debray...

Donc au départ,c'est le scénario réformiste qui semble avoir le vent en poupe,représenté par le rocardien Cot. Son ambition est de réunifier sous l'égide d'un super ministère de la coopération un grand nombre de services techniques et d'attributions dispersées ailleurs pour mettre en œuvre une politique nouvelle. Evidemment, pas question de se méprendre sur la générosité des ces velléités réformistes.

Pour lui, il y allait « de l'intérêt bien compris de la France » (interventions au Monde), ce qui rappelle la phrase de Mitterrand à la conférence des PMA : « *Aider le Tiers-Monde, s'est s'aider soi-même à sortir de la crise* ». Derrière un discours visant à séduire (« solidarité, développement auto-centré »), on voit poindre dans certains propos une politique impérialiste new look s'appuyant, comme les précédentes, sur l'Afrique, mais de manière plus large (« maintien de l'action prioritaire en faveur de l'Afrique, mais de l'Afrique dans son ensemble, en incluant l'Afrique anglophone et lusophone, tant en raison des liens historiques qui nous lient à elle, que du rôle naturel de notre pays comme entre l'Europe et l'Afrique »).

L'euphorie de l'après 10 Mai, aidant une telle stratégie réformiste, apparaissait viable. C'était sans compter sur la force d'inertie que pouvaient opposer des administrations traditionnelles impliquées dans les relations franco-africaines : coopération surtout armée, affaires étrangères, etc..., ainsi que sur les réticences du côté des pays « modérés », les plus sûrs piliers de l'impérialisme français en Afrique.

Tout s'est joué au cours de l'été 81 : le projet de réorganisation du ministère de la coopération n'est pas accordé à Cot. A la place, on installe un embryon de structure de coordination avec à sa tête un certain Hessel. Mais le véritable homme-clé de la politique africaine, l'éminence grise de Mitterrand, digne successeur des Foccard ou Journiac, c'est désormais Guy Penne, le conseiller aux affaires africaines.

Du jeu dans la direction

Ce qui, au début, apparaissait comme une habile division des tâches, va se transformer en une aimable pagaille : la différence de point de vue entre Cot, le frais débarqué, et Penne le vieux briscard, va se manifester par une longue suite d'incidents où chaque fois Cot devra s'incliner, car Penne est l'homme de Mitterrand :

— avec Bongo (Gabon), il s'oppose au projet de construction d'un institut polytechnique à Masuku, de 500 millions de francs et souhaite que l'on retire tous les gendarmes et la barbouzes qui font partie de sa garde prétorienne (en fait, seul Debizet sera retiré)

— avec .Kolingba (Centrafrique), il souhaite la diminution du nombre des coopérants militaires, puis il y a l'affaire Gaoumba où il soutient publiquement un opposant lié au PS, provoquant un incident diplomatique « raccommodé par Penne », Goumba est emprisonné peu après, sans provoquer la moindre réaction de Paris...

— avec Mobutu (Zaïre), dans un interview à Jeune Afrique, il s'appesantit un peu trop sur la situation des Droits de l'Homme dans ce pays...

Enfin, le vase finit par déborder et désormais, comme l'écrit le Canard « le véritable ministère de l'Afrique siège à l'Elysée, il est sobrement composé d'un avion Mystère 50, d'un téléphone de Guy Penne et d'un des deux fils de Mitterrand : Jean-Christophe ».

Ainsi, la politique du gouvernement « socialiste » en revient à singer jusqu'à la caricature, celle de ses prédécesseurs, en particulier, celle de De Gaulle (vis-à-vis duquel les socialos ont toujours eu un complexe). Tout tend désormais à passer par des réseaux officieux de népotisme, ne s'arrêtant pas au fiston Jean-Christophe (adjoint de Penne) : le frère Jacques a parfois été sollicité pour jouer les bons offices... Mitterrand peut aussi compter sur d'autres appuis dont le poids n'est pas négligeable en Afrique : Grand Orient de France (les francs-maçons sont présents depuis l'époque coloniale), amis de l'UDSR ou de la CIR, liens privilégiés avec certains leaders africains : Senghor, ex-président du Sénégal, rentré en grâce à l'Internationale Socialiste en 1976, était présent lors de l'investiture de Mitterrand, Houphouët, vieille complicité depuis la IVe, Mobutu, qu'il a cautionné ouvertement au sommet de Kinshasa en octobre 82, Association des Français de l'étranger ; toujours du côté du pouvoir pourvu qu'on ne touche pas à leurs intérêts, même les anciens tenants de la politique gaulliste ne cachent pas certaines sympathies pour Mitterrand (tel Dabezies, « expert » en question militaire, et ex-colonel de paras).

Qu'on ne se trompe pas, l'important n'est pas de savoir quels personnages « des sommets de l'Etat » ont réussi à s'imposer au détriment d'autres. Ce qui compte ici, c'est que le PS, parvenu au pouvoir, s'est avéré incapable d'établir un projet aussi peu réformiste soit-il. Les quelques évolutions perceptibles ne doivent rien à une initiative propre aux socialistes. Elles s'annonçaient déjà sous Giscard : arrêt de la politique d'intervention directe (ex : Tchad), désengagement au profit de forces multinationales comme l'OUA, élargissement des relations à l'Afrique (non francophone), etc...

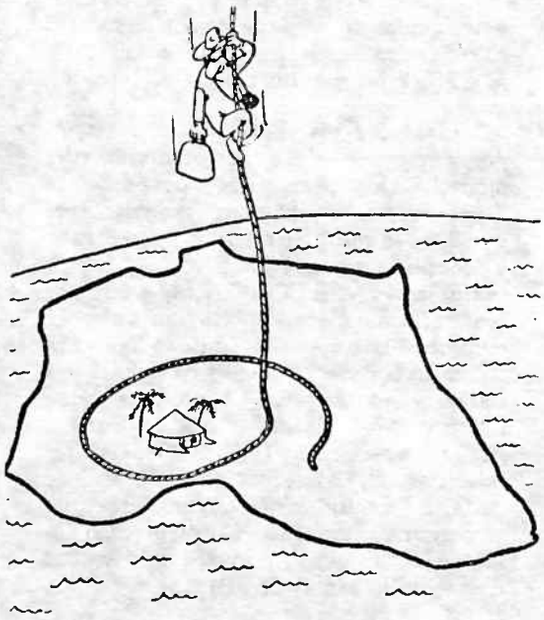
L'explication de fond, outre le manque total d'imagination du pouvoir, c'est la nécessité pour une puissance impérialiste de seconde zone, toujours hantée par le spectre de la décadence, de maintenir le statu quo dans son arrière-cour (en l'agrandissant si possible).

Biblio :

— Politique africaine n° 5
— Peuples noirs - peuples africains n° 27
— Critiques de l'économie politique n° 20
— Le Canard Enchaîné (15/12/82).

Sigles :

- ACP : pays d'Afrique, Caraïbes, Pacifique
- OCAM : Organisation Commune Africaine et Malgache (pacte de défense).
- APD : Aide Publique au Développement
- PVD : Pays en Voie de Développement.



Les squatters du premier mai à Bayonne...

Depuis le premier mai 1983, un grand immeuble du "Petit Bayonne" dans le centre populaire de la ville, est occupé par un groupe de squatters. Ils entendent par cette action poser concrètement le problème de la spéculation immobilière dans un Pays Basque dont la côte fût traditionnellement vouée au tourisme de luxe et dont l'intérieur attire maintenant la convoitise des " marchands du départ " pour y aménager un tourisme dit populaire et à la mesure des mesures d'austérité actuelles. Visitez la France profonde, découvrez l'été français... nous rabâche la publicité, enparticulier à propos de la Corse et du Pays basque.

Les squatters de Bayonne se situent contre cette logique et l'affirmation de leur identité culturelle, en particulier linguistique est un élément important de cette démarche. Nous avons discuté avec eux...

Comment le squatt est-il né, et avec quels objectifs ?

Au départ il s'agissait de faire un 1er mai « différent » ; certains défilent contre l'austérité mais sans prendre de mesures concrètes. Il s'agissait de faire quelque chose de concret.

Ici comme partout la spéculation immobilière fait qu'il y a un tas de logements vides et que les chômeurs, les célibataires, les vieux ont du mal à se loger. Les associations qui ne sont pas proches de la municipalité manquent de locaux.

En plus il y a un problème spécifique ; c'est une région touristique. Des villas, des appartements sont loués 2 mois par an et restent vides le reste de l'année (Biarritz, St Jean, Hendaye, et même dans l'intérieur). En deux mois, les propriétaires gagnent plus que s'ils louaient toute l'année à des prix « normaux ». On a vu l'exemple d'une villa à Anglet louée 2,6 millions en juillet et 3,4 en Août ! Parfois il y a des baux verbaux avec les locataires « Hors saison » pour qu'ils libèrent le logement les 3 mois d'été ! Ils n'ont plus qu'à camper ! Des milliards sont investis dans l'hôtellerie et les résidences de luxe, eux aussi vides les 3/4 du temps.

Contre ces faits, il faut une réponse concrète.

Comment concrètement le squatt s'articule-t-il sur une lutte contre la spéculation ?

D'abord notre squatt est politique. Il est un exemple ou un symbole. Il y a, par exemple, un autre squatt à Hendaye, mais c'est davantage une démarche individuelle pour se loger. Notre squatt lui, doit servir de base à une campagne sur le logement au Pays Basque et montrer que le squatt est une solution possible.

On s'est vite rendu compte que cela nous permettait d'avoir des contacts avec des milieux qu'on ne touchait pas habituellement avec nos traditionnels slogans (...Xabier aska..). La maison, nous l'avons nettoyée, aménagée...nous la voulions propre, réellement vivable, pas comme un campement précaire. Il a fallu contacter des associations... puis on a commencé à travailler sur la spéculation pour sortir un dossier, connaître les projets de la mairie (rénovation du quartier pour en faire un lieu de commerce piétonnier au lieu d'un quartier populaire de marchés), démêler les intérêts en jeu, les rapports entre l'office HLM et les agences immobilières, les magouilles.

A partir de là l'important est de ne pas « défendre notre maison », mais de déboucher sur une campagne contre la spéculation, dont le squatt n'est qu'un symbole et une preuve que quelque chose de concret est possible.

Souvent on parle de ghetto à propos des squatts...

Oui, c'est souvent inhérent à ce type d'action. Par exemple une coupure entre le groupe initial qui a pris en charge politiquement l'action, et ceux qui ensuite y vivent quotidiennement. Une autre coupure entre ceux qui y vivent et ceux qui y passent. Mais en fait ça dépend de nous : ne pas se cantonner au problème de la défense de la maison et mettre en avant l'intérêt politique. D'autres éléments font que la ghettoisation est difficile : chacun d'entre nous a des activités militantes extérieures au squatt, et qui souvent sont même prioritaires sur l'activité du squatt : soutien à Xabier, aux Ikastolas, etc...

Le squatt pour nous est un moyen d'aller à l'extérieur et non la résolution d'un problème individuel.

Vous avez ouvert le squatt à des associations et à des groupes...

Oui il est ouvert à tous les gens qui ont besoin d'un local et donc à des associations et à des regroupements ponctuels qui n'ont pas pignon sur rue : collectif anti-symbiose, comité de locataires, Laguntza, soutien à Xabier...

Mais ne rêvons pas, ce sont des associations déjà plus ou moins proches de nous.

Justement, vous êtes marqués politiquement. Cela pose-t- il des problèmes ?

La décision de squatter à été prise par le groupe Laguntza, et c'est ce groupe qui a géré le squatt les 8 premiers jours. Dans cette période on s'est rendu compte qu'on avait tapé dans le mille ; des gens de toutes les tendances du mouvement abertzale sont passés au delà des différences. Des gens en dehors du mouvement également : on a vu se cotoyer dans des fêtes, des abertzale classiques et des punks ! cela a permis ponctuellement de casser certains clivages politiques, certaines barrières, sans pour autant que chacun perde son identité ! Puis, cela est retombé un peu, bien sûr. Mais on s'est dit que cela ne devait plus être le squatt de Laguntza en tant que tel et ne pas limiter le lieu de décision à un groupe (De plus Laguntza a d'autres fonctions)(1). Une réunion ouverte a entériné le fait que c'était le squatt des « squatters du 1er mai » — les libérateurs de maison du 1er mai —.

La seule chose qui nous marque précisément, au delà de nos position sur le logement, vis à vis des gens, et à laquelle nous tenons, c'est le bilinguisme. Mais ça n'a pas été un blocage vis à vis des non militants. On ne cherche ni a se camoufler politiquement ni à vendre notre camelotte politique, mais on affirme notre identité, et c'est un point minimum sur lequel nous restons fermes.

Mais tous les gens qui sont passés, ne se sont pas « fixés » dans les structures de décision ou de travail. On doit pour cela faire une réunion où sont convoquées une soixantaine de personnes, non pas sur une base politique, mais sur celle de s'être investi à un moment donné dans le projet du squatt (non pas l'habiter, mais être

partie prenante de la campagne sur la spéculation et des actions qui peuvent en découler).

Bien sûr, si personne d'autre que Laguntza ne s'investit, on reprendra l'étiquette... pas la peine d'avoir plusieurs casquettes.

Le fait que vous soyez « politiques » ne rend-il pas le squatt plus vulnérable ?

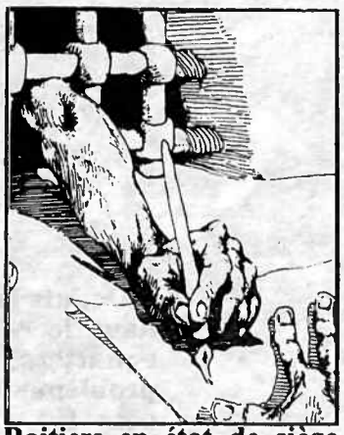
On se pose le problème. La mairie a été surprise de nous voir rester plus de quelques jours. Nous vider pose donc maintenant des problèmes juridiques, mais aussi politiques. Il leur faut apprécier les réactions possibles. Mais du coup, ils peuvent s'y prendre autrement : il y a des risques de provocation : déposer de la drogue ou autre chose, par exemple. Il faut faire attention sans tomber dans la parano.

L'autre problème c'est que le squatt est ouvert à tous ceux qui s'y intéressent et veulent discuter avec nous, mais ce n'est pas un hôtel qui servirait de logement à tous les gens de passage ! Ne peuvent y dormir que ceux à qui on le propose, dans le cadre d'un rapport qu'on a eu avec eux. Bien sûr ce n'est pas aussi simple dans la pratique...

Mais ce qui est sûr c'est qu'on ne risque pas de se replier sur la maison car on a beaucoup de choses à faire en dehors, et le squatt n'est pas un but en soi, mais un moyen possible, un exemple, un symbole pour d'autres pratiques politiques. Il est l'affirmation que s'emparer d'un logement est possible et que c'est un moyen concret contre la spéculation et pour le droit au logement.

C'est en outre un lieu de plus du mouvement et qui peut être un élément de plus pour des projets d'animation du quartier dont des projets sont en cours...

(1). Laguntza est né sur une pratique de solidarité avec les emprisonnés. Il entend donner à cette solidarité un sens large et politique. Voir C.A n° 19, oct 82.



Poitiers en état de siège pour le procès d'un militant basque...

Mardi 14 juin passait à la cour d'assise de Poitiers un militant basque, Xabier Manterola, incarcéré depuis le 3 décembre 1981 (il y a plus de 18 mois) pour un hold-up au bénéfice d'IK (Iparretarrak : organisation nationale et sociale du pays basque nord — voir CA n°13, 14 et 27)

Un comité de soutien poitevin à Xabier avait appelé les habitants à un rassemblement au proçès. Une quinzaine de militants basques arrivèrent la veille à Poitiers pour intervenir auprès des médias locaux.

Le proçès se déroula sous la protection de 2 compagnies de CRS (qui encerclaient le palais dit de justice, dès la veille, armés de mitraillettes) et d'une soixantaine de flics en civil de tous bords.

Pour pénétrer dans la salle il y eut de multiples fouilles (même pour les journalistes), contrôles, palpations, et détecteurs de métaux, un flic étant même perché sur les toits avec jumelles et flingue : l'Etat policier ; on n'en avait pas vu autant à Poitiers depuis 1971 (révolte étudiante).

Une centaine de basques (certains arrivés dès 4h du matin) et une cinquantaine de Poitevins assistèrent au procès.

Xabier, trés calme et sûr de lui, reconnait l'action réalisée par IK et l'explique par la situation en Euskadi : pays colonisé, divisé en 2, désertifié, touristifié, où sa langue n'est pas reconnue, avec un taux de chômage important et où les promesses dites de gauche ne sont que paroles.

Dès le début est ressentie la volonté politique du président de faire un proçès de droit commun : les témoins ne purent replacer l'action dans son contexte politique et social, ou même parler en basque ; mais peu à peu, ce contexte politique passa quand même, le président avait peur ; un responsable d'Herri Taldeak (mouvement aberzale de gauche), le maire PS d'hendaye, un conseiller d'Anglet et un agriculteur maire d'un village, témoignèrent entre autre...

L'avocat landais de la partie civile se demandait se qu'il faisait à Poitiers. Quant à l'avocat général il fit un réquisitoire plat, ne tenant pas compte des raisons politiques, mais il ne requiert pas de peine préçise, se référant à l'habitude poitevine (5 à 7 ans de prison).

Les avocats basques de Xabier firent un réquisitoire éclatant et plaidèrent le caractère politique de l'opération, vu la réalité au pays basque nord, pour « vivre libre au pays basque ».

Vers 19h 30 après la délibération des jurés, la sentence tombait : 3 ans fermes et 2 avec sursis et une amende. La salle repris l'hymne basque et " pays basque autonome " et Xabier salua tout le monde tandis que le drapeau basque flottait dans le palais de justice... de vant la haie de CRS.

Ou en est le mouvement des jeunes immigrés aux Minguettes ?

Peut-être vous en étiez-vous aperçu, mais C.A. ne colle pas toujours de très près à l'actualité... De par notre fonctionnement, et puis aussi dans le cas du sujet qui suit à cause des difficultés à avoir des informations dépassant le fait-divers. Difficultés dûes au fait qu'on ne peut pas être partout (un jour, peut-être...) et que les jeunes immigrés n'ont pas une attitude très poussée d'échanges avec la presse du mouvement...

Les Minguettes, 21 Mars...

Des policiers enquêtant au sujet de four rures volées veulent procéder à une per quisition chez un jeune soupçonné de recel. Oubliant un instant (?) que le temps des colonies est terminé, ils opèrent en territoire conquis, insultant tout le monde, humiliant les femmes, se conduisant en racistes sûrs de leur force et de leur droit. Manque de bol, la réaction de la cité est immédiate et violente. La révolte, l'instinct de conservation, toutes les vexations accumulées conduiront à un affrontement généralisé où les armes les plus diverses seront utilisées, de la vaiselle aux cocktails molotov. Dès le lendemain les autorités, par l'intermédiaire du Préfet Grasset, essaient de calmer les esprits en reconnaissant que la perquisition n'a pas été très bien conduite et que peut-être, il existe au sein de la police des éléments pas très sains.

Le 26 mars quelques jeunes des Minguettes ayant participé à la baston se rendront incognito à la manif de protestation contre la libération de Lopez... Lopez libéré après 4 mois de prison pour le meutre de xxxxxxxxxx alors que d'autres passent bien plus de temps en taule pour vol, surtout s'ils ont tendance à être un peu bronzés. Une manifestation à peu près calme qui laissera sur leur faim la meute des journalistes attirés par le spectaculaire, attendu et presque souhaité, d'une quelconque provocation violente. Parallèlement d'autres jeunes des Minguettes se mettaient en grève de la faim pour essayer de briser l'image que tout le monde leur fout sur le dos, de loubards désœuvrés, empêchant de sécuriser tranquille.

« *On laissera pas les bougnoules faire la loi dans les rues* » (rumeur lyonnaise)

Avant de revenir sur la grève de la faim en elle-même, il y a déjà quelques éléments à prendre en compte.

Dans l'affrontement du 21 mars, des cokes ont été utilisés et apparemment c'étaient des engins fabriqués soigneusement. Or il est à peu près clair que ce type d'outils ne correspond pas à la démarche de gens qui se sentent agressés encore plus que d'habitude à un moment ponctuel, laissent éclater leur rage spontanément. Plus généralement, même si n'importe qui peut se fabriquer un cocktail et l'utiliser et même si certains ont déjà parlé d'auto-défense, ça ne correspond pas actuellement à la situation dans les banlieues d'un point de vue de l'organisation existante, de la vision des choses, etc... On peut alors se demander d'où ils viennent et qui ils servent, dans une période où le mouvement des jeunes immigrés est en train de construire un rapport de force, une démarche indépendante qui n'en est pas encore globalement à utiliser ces arguments et n'a pas besoin de professeurs de pseudo-guérilla.

Un autre problème qui dépasse le cadre de l'immigration, est celui de l'attitude même de la police et des courants qui la traversent. Les manifestations organisées récemment par les syndicats de droite et d'extrême droite ont révélé publiquement qu'il existe au sein de la police (comme ailleurs bien sûr, et sans que cela signifie que les autres gardiens de la paix soient des anges) des gens dont l'idéologie et les pratiques sont particulièrement dangereuses surtout quand elles sont accompagnées du pouvoir que donnent l'autorité et le pistolet de service. Or dans les banlieues encore plus qu'ailleurs, les Rohrs sont confrontés directement à ces racistes légalement armés qui ne se privent pas de faire sentir leur force, en accentuant encore la tension existante. De plus, ces mêmes syndicats entretiennent par l'intermédiaire de communiqués dans les journaux locaux l'image de loubards bronzés protégés par le laxisme socialiste, justifiant ainsi leurs propres agissements. Ces phénomènes, la montée publique d'un fascisme sournois nous interpellent aussi en tant que Français « 100 % » purs. Ils devraient également entrer en ligne de compte dans l'élaboration d'un « soutien » éventuel aux luttes contre le racisme et les conditions des immigrés, en nous faisant comprendre clairement qu'il ne s'agit pas d'aider les pauvres arabes victimes des méchants beaufs mais bien de participer à notre propre sauvegarde, à la préservation de nos propres différences, tout en l'envisageant sur des bases collectives et suivant les priorités du moment. Il serait peut-être temps que certains militants de gauche cessent de trimballer des complexes vis-à-vis des Nord-Africains ou une attitude condescendante par rapport à la soi-disante immaturité politique de ceux-ci. Ils, nous avons, et nous aurons probablement de plus en plus besoin d'une solidarité consciente, acceptant certaines contradictions et difficultés de communication, dépassant une simple apposition d'un sigle au bas d'un tract de soutien.

Grève de la faim : choix ou nécessité ?

Après ce qui s'était passé le 21, un certain nombre de jeunes ont décidé de se mettre en grève de la faim pour obtenir la satisfaction de revendications précises. On peut penser, en appliquant nos schémas classiques qu'ils se sont fait avoir en participant indirectement à un vaste projet du pouvoir socialiste visant à trouver des solutions douces à la délinquance sans en remettre en cause ses fondements (voir CA n° 24), impression renforcée par le choix des médiateurs : Sublet, député PS, Bouchet ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, Cordier secrétaire UD CFDT, Decoutray archevêque de Lyon et par le rôle ambigü mais concret de Delorme, curé de gauche. Mais cette grève a été décidée à un moment où il devenait urgent aux Minguettes de briser l'image de violence tissée par les médias. Pas seulement urgent politiquement, juste au niveau de la survie, de faire baisser la tension ou la paranoia existante, sorte d'engrenage dangereux où s'accentuent les risques de bavures. Ensuite, les revendications exprimées partaient d'une réalité précise et immédiate

— Droit au travail, principalement sur le chantier de rénovation de la cité.

— Libération de «Tunch», arrêté à la suite des affrontements.

— Ouverture d'une commission d'enquête sur l'attitude des flics.

— Mise en place d'une structure de dialogue.

Les résultats obtenus sont bien sûr en deça des demandes initiales : une dizaine seulement de gens des Minguettes embauchés sur le chantier (dont le projet a été considérablement activé par cette montée de violence !). Suspension des arrestations avec maintien des inculpations ce qui met bon nombre de jeunes en situation d'otages à l'intérieur de la ZUP et provoque une trouille larvée. Mise en place d'une commission de prévention bidon servant plus à assurer un contrôle social qu'à trouver des solutions...

De tout ceci ressort l'impression qu'une minorité, loin d'être homogène, mais arrivant toujours plus ou moins à se trouver des formes d'organisation et ses outils de lutte, est en train d'émerger sur le terrain social. Qu'elle apprend sur le tas les rouages politiques, confrontée à la fois à la dégradation croissante de ses possibilités de survie par la montée du racisme et de sa légitime violence comme expression caricaturale de sa négation par le capital qui n'a plus besoin d'elle, et à un projet d'intégration ou d'utilisation autre qui lui est tout aussi extérieur, même s'il est moins dangereux physiquement. Deux données au milieu desquelles les immigrés doivent naviguer suivant les circonstances, en ayant besoin de gagner même partiellement, certaines luttes pour ne pas se décourager, mais en ne respectant presque jamais les pseudo-réalités de la crise, ce qui risque de donner du fil à retordre aux gestionnaires qui nous gouvernent.

Vite fait sur le zinc

Protocole d'accord Hernu-Lang

Après le protocole Hernu-Savary, voici la militarisation de la société qui s'étend : le 24 mai 83, sur la base aérienne d'Orange, un protocole d'accord entre les ministères de la Défense et de la Culture a été signé en présence des huiles militaires. Ce protocole d'accord est destiné à favoriser le développement des activités culturelles au sein des armées et à permettre à celle-ci de s'associer à des manifestations tournées vers le public. Et le « sinistre de la démence Hernul » de déclarer, entre autres « *mais au-delà des idées reçues, apparaissent des liens nombreux entre l'armée et la culture. Le militaire veille à la défense de notre patrimoine...* »

A quand les protocoles d'accord armée-travail et armée-santé pour que la militarisation soit complète avec les socialos ?

Militarisme et nucléaire

Dernièrement à Poitiers, des sbires d'extrême-droite (Solidaristes), et des Hollandais ont fait une conférence à l'université sur les « armes à Rayon, armes pour la paix » (sic !). Le doyen de la faculté de Sciences sentant s'être fait piéger par des gens de Paris et autres pro-américains qui font des tournées dans les universités, voulut refuser l'amphithéâtre demandé. Pression des R.G. Lors de la conférence, à part des vieux militaristes et autres R.G., et la trentaine d'anti-militaristes, personne, malgré l'énorme propagande faite sur Poitiers pour l'énergie de fusion. Naturellement, le seul ennemi c'est l'URSS (USA ou France, connaît pas !). Les naïfs s'y laisseraient prendre. A boycotter physiquement.

Nucléaire : plus rien à voir !

Avant d'entrer en fonction, tous les gens, fonctionnaires ou non, qui auront à voir de près ou de loin avec le nucléaire, devront se rendre au tribunal de grande instance pour prêter le serment : « Je jure de bien fidèlement remplir mes fonctions et de rien révéler ou utiliser, directement ou indirectement, même après la cessation de mes fonctions, de ce qui aura été porté à ma connaissance à l'occasion de leur exercice ». Signé Mauroy, Hernu, Chevènement, Badinter. Tout est secret d'Etat !!

« Venez à moi les petits enfants »

Les militaires adoptent des stratégies différenciées pour s'adresser aux jeunes et savent user des techniques de camouflage pour leurs travaux d'approche.

C'est ainsi que dans deux lycées de la côte basque, l'Office départemental des anciens combattants a récemment « invité » (le 6 mai 83) les élèves à assister à la projection de films s'insérant dans le cadre du programme d'histoire : « La montée du nazisme », « Sang, guerre et larmes, 1939-1940 », « Du débarquement jusqu'à Berlin, 1944-45 ».

Or ce n'était qu'une double tromperie :

— Les anciens combattants, c'était bel et bien l'armée par le biais d'officiers spécialisés.

— Les films prévus n'ont pas été projetés mais purement remplacés par des documents de propagande en faveur de l'armée française.

De l'art de faire pénétrer plus profondément et plus sounoisement l'armée dans les lycées...

Le Tiers-Monde et nous

La sur-exploitation des travailleurs et l'extrême pauvreté des chômeurs du Tiers-Monde interpelle tous les libertaires. Mise à part l'action politique qui demeure essentielle, des actions ponctuelles de solidarité sont possibles et même réalisées, sous la forme d'échanges directs entre travailleurs d'Europe et des pays pauvres. Si de telles actions vous intéressent, si vous voulez y participer (ici ou là-bas), dans une toute autre perspective que le tiers-mondisme bien pensant, écrivez à : CRIC - BP 227 86006 Poitiers Cedex

Racisme d'Etat (suite sans fin)

Le secrétariat d'Etat aux émigrés avait édité une plaquette à 2 millions d'exemplaires : « vivre ensemble : les immigrés parmi nous », où il était dit : « *l'immigration ne crée pas de chômage, elle enrichit notre pays, l'immigration n'est pas synonyme de délinquance Cette plaquette ne sortira jamais, elle ira au pilon, elle n'a pas plu à la gauche...* »

INDIENS DU NICARAGUA (suite)

Les réactions rapportées à la commission journal de Bordeaux suite au premier article paru dans C.A. n° 26, ont été discutés entre les présents. Pour certains lecteurs, la parution de ce texte fait le jeu de l'impérialisme yankee ; d'autres s'interrogent avec angoisse de savoir si l'OCL a pour projet social une société d'économie de subsistance, avec cueillette, chasse et calumet, le tout sous l'autorité du chef de quartier assisté de son conseil des anciens...

Il s'agit en fait plus simplement de comprendre, au travers d'un interview dans l'un des journaux indiens d'Amérique du Nord le moins soupçonnable d'être pro-yankee : Akewasne notes, quels sont les problèmes rencontrés par les peuples indiens ; quels sont les réactions et les positions des sandinistes dans la réalisation de leur projet de société.

Notre but n'est pas de soutenir inconditionnellement les uns ou les autres. Il est de connaître les problèmes posés à un endroit du globe, dans un contexte de bouleversement révolutionnaire, pour intervenir, ici, dans le mouvement social où l'on vit, à la constitution ▪▪▪▪ qui ne se contente pas d'une gestion plus douce de l'exploitation du travail, et qui n'accouche pas d'une société entièrement militarisée et étatisée. Cela ne nous réjouit pas de penser que, c'est une fois de plus peut-être, ce qui est en train de se passer au Nicaragua.

▪▪▪▪d'une alternative politique

A.N. : Quel est, actuellement, le pourcentage des gens de langue espagnole dans les communautés indiennes ?

Wiggins : Nous avons fait une étude bien plus tard, concernant le nombre de gens de langue espagnole dans toute la région de la Moskitia, et nous sommes arrivés à un chiffre à peine supérieur à 5 %. Donc, nous avions alors un résultat de base et, pendant ce temps-là, Steadman Fagoth a réagi violemment en attaquant ouvertement les ex-somozistes en en nommant quelques uns et en particulier le professeur qui avait été choisi pour diriger *ANDEN* (l'Association des Educateurs du Nicaragua) et qui avait été un fervent supporter de Somoza, lors de certaines campagnes électorales dont il s'occupait en tant que juge.

Nous avons fait les différents bureaux de la Côte Atlantique et de Managua, cherchant à expliquer notre position et à convaincre les chefs sandinistes que notre peuple refuserait de se soumettre à ce genre de campagne d'alphabétisation ; qu'il nous était impossible de mener cette campagne uniquement en espagnol, c'était comme si en fait, on utilisait le français pour organiser cette campagne alors que nous nous trouvions au Nicaragua. Que si à la place ils nous laissaient diriger nous-mêmes cette campagne dans nos langues maternelles, nous leur apporterions toute notre aide ainsi que celle de l'organisation.

Mais cette fois-ci, les « cadres » sandinistes étaient contre nous. C'est ainsi que cette campagne eut lieu d'abord en espagnol.

Ils envoyèrent les premiers volontaires dans nos communautés - mais les gens ne les acceptèrent pas. Ça ne marchait pas tout simplement. C'est ainsi que la première série de volontaires repartit ; mais il y en eut bientôt d'autres, des étudiants d'université, pour voir si cette fois-ci, ils seraient mieux acceptés. Mais il furent aussi rejetés - les gens demandant un enseignement dans leurs propres langues.

Je dois préciser que ce problème a été discuté en privé, entre la direction du Misurasata et la direction Sandiniste. On n'a pas fait beaucoup de bruit autour de cette affaire, de sorte que peu de gens, également peu de Miskitos savaient le rôle que nous jouions ; si bien que lorsque la campagne d'alphabétisation eut lieu dans les langues indiennes, développant aussi une grammaire écrite, on crut que c'était une initiative du gouvernement.

En fait, il y a longtemps que nous avions une grammaire, et de même la langue Miskito était reconnue en tant que langue, et non comme dialecte comme ils appellent nos langues.

Même selon leurs règles, si nous les observons, et en particulier celles de l'Académie Royale d'Espagne, pour qu'une langue existe en tant que langue, il faut :

— que le groupe qui parle cette langue soit composé d'au moins 50 000 individus,

— qu'il ait une culture et un mode de vie qui lui soient propres,

— et enfin, une grammaire écrite.

Ainsi, même selon leurs règles à eux, notre langue est reconnue. Aussi, ça nous a choqué de les entendre se vanter plus tard d'avoir eux-mêmes, les sandinistes, organisé la campagne d'alphabétisation en Miskito parce qu'ils en avaient décidé ainsi. En fait, c'était nous qui nous étions battus pour cela !

A.N. : A quelle époque cette campagne d'alphabétisation en Miskito eut-elle lieu ?

Wiggins : Elle a démarré en octobre 1980, lorsque celle en espagnol a été arrêtée, et aurait dû s'arrêter le 28 février, mais nous avons été arrêtés le 19. Voilà quelles ont été les racines du conflit.

Maintenant, je continue : comme je l'ai déjà dit, 1980 a été une année de réorganisation pour les communautés indiennes. Parmi les différentes tâches qui nous attendaient, nous voulions promouvoir une branche pour les jeunes du Misurasata, ainsi que des syndicats qui s'occuperaient des problèmes des mineurs indiens, des plongeurs et des pêcheurs. Nous travaillions aussi avec les gens qui avaient été mis à l'écart, abandonnés, et qui avaient perdu leur santé pour avoir travaillé très durement.

A.N. : Est-ce que le nouveau gouvernement a tout de suite nationalisé ces compagnies minières et de pêche ?

Wiggins : Oui, la nationalisation avait déjà eu lieu avant ; les entreprises étaient toutes dirigées par l'Etat. La plupart étaient en mauvaise condition (comme d'ailleurs toute l'économie du Nicaragua), et deux des trois mines d'or en particulier étaient en faillite. Celle qui s'appelait Bonanza, par contre, marchait bien. En conclusion, je peux donc dire que nous avions hérité d'une mauvaise situation pour tout ce qui concernait les entreprises, cela, datant de l'époque de Somoza, nous nous sommes aussi rendu compte que les pires travaux, les plus malsains et les plus dangereux, c'étaient ceux-là qui revenaient de droit aux indiens.

A.N. : Combien de mineurs indiens y avait-il ou y a-t-il encore actuellement ?

Wiggins : Il y en a actuellement un peu plus d'un millier.

A.N. : Et que s'est-il passé avec les plongeurs et les pêcheurs ?

Wiggins : C'est difficile à dire, parce que dans leur cas, ils étaient continuellement en dette et la plupart du temps ne pouvaient pas trouver de travail. Pour ne citer qu'un exemple, une compagnie forma un groupe de plongeurs en leur donnant de l'alcool, les laissant sous l'emprise de la boisson jusqu'à ce qu'ils plongent. Dans ces conditions, la Garde Nationale de Somoza pouvait faire d'eux ce qu'elle voulait, exactement comme si c'étaient des esclaves.

Bien sûr, il y a eu de grands changements avec la révolution ; mais pas pour tout.

Je me souviens encore d'autre chose, d'un conflit qui éclata avec les compagnies minières. En février 1980, nous avons commencé à nous battre avec le gouvernement à propos des mines qui déversaient leurs déchets dans la rivière Bambana, dans la zone d'habitation des communautés Sumu. C'est à peu près à la même époque que 20 enfants sont morts, parce que les gens allaient directement chercher l'eau à la rivière pour la boire : nous n'avons ni puits ni barrages, nous vivons directement de la rivière. C'était la saison sèche, et le niveau de l'eau était bas, si bien que l'effet des produits chimiques (arsenic, etc...) a été très fort. Ce sont des produits très toxiques que l'on utilise pour extraire l'or, leur effet est immédiat et assèche littéralement les intestins. Une autre fois, je me souviens d'avoir vu dans une communauté Sumu huit cercueils ! C'est vraiment cela qui nous touche, et nous avons cherché l'aide du gouvernement, mais pas de manière militante, pour qu'il s'occupe de ce problème puisque nous n'avions pas d'autres sources d'eau ; et de toute façon, les produits chimiques détruisent également les poissons et les autres formes de vie animale dont les Sumus sont dépendants pour vivre.

La réaction à nos questions fut une réaction de défense : en fait, ils n'ont cherché aucune solution déclarant que nous n'avions pas la preuve de ce que nous avancions et qu'en tout cas, il était hors de leur compétence d'arrêter l'extraction puisque l'or était très important dans l'économie nationale et qu'il était nécessaire pour attirer l'argent étranger et en particulier les dollars américains, dans les caisses de l'Etat.

C'est à ce moment-là que nous avons commencé à remarquer que notre peuple avait toujours tort lorsque nous nous trouvions en face des intérêts gouvernementaux, et nous nous sommes alors posé des questions sur la justice fondamentale de la révolution.

Toujours à la même époque, Steadman Fagoth se posait ouvertement des questions sur la politique gouvernementale : c'était un des aspects agressifs de sa nature ! Il prenait donc publiquement la défense des communautés.

Ainsi, il y avait toute une série d'incidents qui nous laissaient mécontents. Dans une autre communauté sur le Rio Coco, voici ce qui est arrivé, tout ça en relation avec les ex-somozistes.

Il y avait une femme, maire, qui avait été magistrat sous le régime de Somoza, pendant plusieurs années. Elle se vantait même que Somoza était son père ! et elle s'était longtemps opposée à un chef indien, vieil homme du nom de Lester Athers, adversaire farouche de Somoza. A la chute de Somoza, les gens de la communauté l'avaient surnommé « l'Ainé » du village. La femme finit en exil au Honduras, tandis que sa famille rejoignait le côté sandiniste et que son fils devenait militaire.

Dans la confusion des premiers mois, tandis que les Sandinistes descendaient des montagnes, ce garçon a dénoncé le chef indien comme partisan de Somoza et il l'a accusé d'avoir servi de guide à la Garde Nationale. Les Sandinistes l'ont immédiatement arrêté, emmené à Puerto Cabezas où ils l'ont fusillé.

Il y eut d'autres cas semblables, et notre organisation a essayé de faire pression sur le haut commandement sandiniste, particulièrement sur le commandant Manuel Calderon qui avait couvert ce meurtre injuste en annonçant aux parents du chef qu'il avait été envoyé à Managua.

Le commandant Daniel Ortega est intervenu en personne en notre faveur, et nous avons pu résoudre quelques cas. Nous avons découvert le sort du vieux chef à ce moment-là : vous pouvez imaginer le sentiment de trahison que nous avons ressenti, même si nous comprenions que cette tragédie était plus causée par la confusion qui régnait alors que dans un but précis. Nous avons cependant continué à travailler avec la gauche. Une autre personne que nous avions réussi à libérer, avait été torturée et était devenue véritablement invalide. Nous avons fait pression pour que le commandant militaire qui nous avait trahi soit relevé de ses fonctions, et que le fils de la femme qui avait causé tous les problèmes soit puni. Mais en fait, nous n'avons pu rien faire. Nous avons appris que cet accusateur avait été transféré à Puerto Cabezas où il avait osé menacer les parents du mort avec son fusil M-16, qui appartenait à l'armée ! Quant au commandant Calderon, il avait été envoyé pendant un court laps de temps à Cuba sous prétexte de l'entraîner, et maintenant il est de retour, chargé, en plus, de la direction de la Côte Altantique ! Le corps de Lester Athers n'a jamais été retourné. En janvier 1981, un jeune Miskito a été mitraillé pour ne pas s'être arrêté quand le soldat le lui en avait intimé l'ordre.

Mais le conflit le plus violent a été, comme d'habitude, le problème de la terre. Contrairement à tous ses discours, le gouvernement révolutionnaire a commencé à promulguer des lois qui menaçaient notre territoire et nos ressources naturelles. Le peuple indien est devenu de plus en plus inquiet, au point que l'opinion dominante dans les communautés était que les lois prises à Managua n'avaient aucun pouvoir dans notre région. Les anciens ont parlé alors avec l'organisation, et ont exhorté les jeunes à se montrer fermes. Aussi, en 1980, après la création du Conseil d'Etat, un ministère fut formé, sans notre consentement, l'INNICA (l'Institut Nicaraguayen de la Côte Atlantique). Ma propre fonction au sein du corps gouvernemental était minime, et le ministre de l'INNICA qui avait été choisi, William Ramirez, ne connaissait que très peu la réalité indienne.

Nous avons commencé à nous inquiéter des incidents isolés qui se généralisaient d'une manière perpétuelle au sein du gouvernement central de Managua ; nous étions loin de tout ce qui était coopération et consultation alors, tandis que l'on essayait par tous les moyens de miner notre organisation. Tout ce qui provenait de Managua à ce moment-là passait par l'INNICA et non plus par le MISURASATA. Nous savions que l'on cherchait à nous isoler.

A.N. : Est-ce que vous pensez que le gouvernement sandiniste regrettait d'avoir reconnu le Misurasata ?

Wiggins : Oui, je le crois. Je pense qu'ils ont eu peur quand ils se sont aperçu que notre organisation était très solide, et que nous étions vraiment trop indépendants. Ils voulaient que toutes les organisations populaires les suivent, mais nous, nous ne voulions pas. Grâce à notre histoire et à notre culture, nous avons développé des liens de relation spéciale avec la terre, notre mode de vie, notre identité

culturelle, tout cela était irréconciliable avec leur doctrine matérialiste. Voyez comme c'est important : avec la venue de la révolution sandiniste au pouvoir, une nouvelle forme de pouvoir étatique est née, qui exige la participation totale des masses - toute la population dans ce cas précis - tout le Nicaragua - doit être mobilisé par l'idéologie, l'organisation et les slogans, sous la bannière des Sandinistes. La nouvelle mentalité de l'Etat prétendait parvenir jusqû'à l'Indien pour le transformer rapidement en un *homme nouveau*, un *nouvel indien*. Mais ce nouvel indien, qui n'est plus en réalité un Indien, ne doit pas penser en Indien, mais comme individu faisant partie d'un groupe paysan, de ce que l'on appelle le *grand prolétariat*.

possible. (Les fonds destinés à l'étude des terres nous avaient été fournis par *Cultural Survivance* - Survivance Culturelle -, une organisation anthropologique qui était située à Boston - Ed). Notre intention était de travailler en étroite collaboration avec l'économie nationale du Nicaragua, mais comme toujours, sur les bases d'une reconnaissance mutuelle. Nous voulions montrer que bien que nous ne formions pas un « prolétariat », nous pouvions produire avec efficacité en tant que communautés. Tel était le type de développement, ayant comme base la communauté, que nous voulions suivre.

C'est un nouveau contexte idéologique pour nous, et bien sûr ce contexte a créé une certaine tension, un choc. La pénétration de cette nouvelle culture menace notre peuple, notre mode de vie qui, dans nos villages, nous vient de nos parents. C'est un véritable choc ! Presque tous les villages ont eu cette même expérience, la manière d'être Sandiniste s'opposant à la manière d'être Indien. Les problèmes ont donc fait surface : notre peuple a tout de suite commencé à avoir des doutes, craignant pour son existence, et il a protesté contre ces nouveaux éléments.

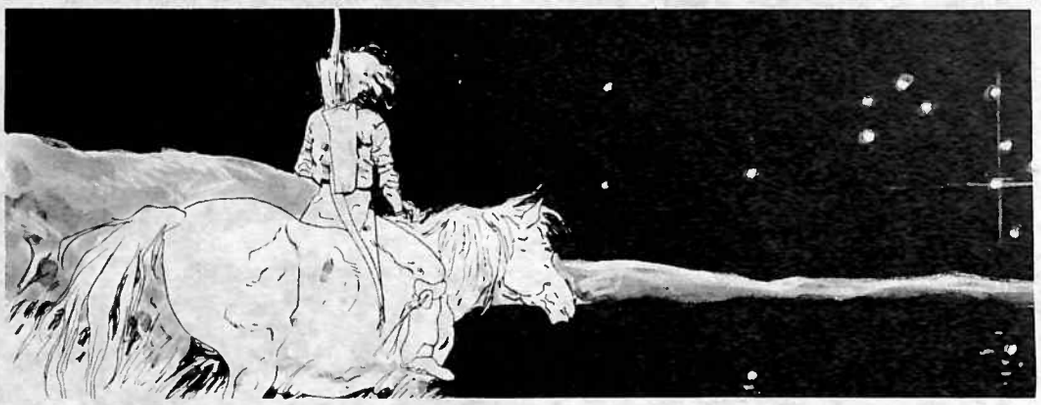
A la fin de 1980, les tensions se sont accentuées. Nous avons remarqué que le mot *indien* ou *indigène* avait été banni du vocabulaire comme si nous n'existions plus ; seul le mot paysan était utilisé. Les commandants sandinistes, lors des rencontres, devenaient candides, nous assurant que c'était les Indiens qui provoquaient le retard de l'Amérique Latine, et que nous ne serions jamais reconnus en tant que peuples, tels que nous étions. Bien entendu, ils n'exprimaient pas cette position en public, mais dans des conversations avec nos chefs !

L'approche suivante a été d'essayer d'incorporer notre organisation dans l'INNICA. Cela n'a pas marché car nous avions remarqué que cette manœuvre nous placerait sous la direction de William Ramirez, qui avait une position anti-indienne.

Aussi, ils se sont inquiétés car tous les projets qu'ils avaient pour la Côte Atlantique étaient impossibles sans l'approbation du Misurasata. C'est pour ça qu'il y avait donc des politiciens sandinistes dans la région.

A peu près au même moment, le Misurasata menait une étude très complète de nos terres afin de montrer clairement au gouvernement les emplacements et les limites de nos villages. Aussi, la campagne d'alphabétisation, menée en langues indiennes, était arrivée à sa phase finale. Nous regardions maintenant vers l'avenir ; nous étions bien organisés et nous commencions à formuler la direction du travail du Misurasata pour 1981 ; cette direction devait, en premier, nous permettre d'améliorer notre condition économique et sociale. Dans ce but, nous nous apprêtions à coopérer avec les projets gouvernementaux pour obtenir une aide financière et technique partout où c'était

Aussi, nous avons commencé à promouvoir avec vigueur notre propre langue, afin de présenter au Congrès du Nicaragua une loi reconnaissant le Miskito comme deuxième langue nationale, après l'espagnol, et qui nous garantirait le droit, pour notre éducation préscolaire, de se faire dans notre propre langue. Nos langues seraient alors enseignées jusqu'au quatrième niveau. Mais, bien sûr, tous ces plans demandaient une certaine préparation et une organisation que le gouvernement n'était absolument pas près d'avoir, et il nous fallait dont nous débrouiller par nous-mêmes. Nous avons rassemblé les Anciens, les plus respectés de chaque communauté, afin de former un *Conseil des Anciens* qui pourrait conseiller nos jeunes chefs sur tout ce qui était politique en général. Nous avons aussi travaillé afin de présenter au gouvernement une critique de leurs dépenses et de leur financement dans notre région, parce que nous nous étions rendu compte que la plupart de leurs projets était centralisée à Managua et que l'ensemble était tout-à-fait inefficace ; c'était également un véritable gaspillage.



A.N. : Pendant tout ce temps, quelle a été la réaction du gouvernement ?

Wiggins : Nous nous trouvions de plus en plus isolés à mesure qu'ils préparaient les structures pour nous remplacer.

Prenons un exemple : ma position au sein du Corps Gouvernemental. Mon bureau était situé au premier étage et les représentants du gouvernement au quatrième étage de ce même immeuble. A cette époque, ils avaient décidé de faire une grande réunion avec tous les Indiens, non seulement de la Côte Atlantique, mais aussi de la Côte Pacifique. Cette réunion aurait lieu à Managua - et pourtant, on ne nous l'a jamais dit ! - Ils avaient prévenu le ministre de l'INNICA à Bluefields, alors que de Bluefields, il était très difficile de prévenir les communautés indiennes. La situation était telle que nous nous trouvions dans ce même immeuble, nous qui avions été élus par les Indiens eux-mêmes, et pourtant ils ignoraient notre existence ! Ce n'est que deux jours avant le début de la réunion que le Vice-Ministre de l'INNICA - qui est un jeune de race indienne, mais qui a perdu sa culture - est venu nous dire d'amener les peuples situés sur la Côte. Bien sûr, notre réaction a été la suivante : pourquoi nous a-t-on donné des sièges au Corps Gouvernemental si on ne nous consulte pas ?

Les choses sont devenues plus claires alors. A mesure qu'ils nous isoleraient, nous reculerions ! Car, en fait, ce qui comptait c'était de présenter l'INNICA comme une organisation indienne aux Nicaraguayens, tout en minimisant le rôle du MISURASATA. Je me suis opposé à cela, leur rappelant leur devoir de révolutionnaire de donner un exemple positif dans leur traitement des Indiens, puisque tous les Peuples Indiens d'Amérique Latine avaient les yeux tournés vers le Nicaragua. Et nous leur avons expliqué que si tous leurs projets avaient été ratés, c'était à cause de leur centralisation qui les empêchait de discuter avec les communautés indiennes.

Et je me souviens qu'Arturo Cruz était présent : c'était un membre de la Junte de Gouvernement qui est devenu l'ambassadeur du Nicaragua à Washington. Il nous a entièrement approuvé. Et Daniel Ortega a promis à l'avenir une plus étroite collaboration avec nous - mais cela ne s'est, en fait, jamais produit -.

Tout ceci a créé d'autres frictions que les opportunistes, ex-somozistes, ont utilisé pour éveiller les soupçons sur notre plan que nous avions surnommé « Plan 1981 », qui n'était pas du tout contre-révolutionnaire, et que nous avions projeté de présenter au gouvernement.

La présentation des résultats de l'Etude sur nos terres et la campagne d'alphabétisation en langue indienne était prête et devait coïncider avec le retour des volontaires de la campagne d'alphabétisation qui revenaient des montagnes. Une grande assemblée ainsi qu'un rapport avaient été prévus à Puerto Cabezas et notre peuple était très excité à cette idée, mais cela préoccupait beaucoup les Sandinistes.

A peu près à la même époque, Tomas Borge, le ministre de l'intérieur, essayait d'organiser un meeting à Puerto Cabezas ; mais peu de gens avaient répondu à son appel. Il avait alors mené une enquête, et il avait appris que seul dans cette région le Misurasata pouvait attirer les masses. Il s'est donc adressé à notre organisation et bien sûr, le jour suivant, plusieurs milliers de gens étaient rassemblés pour l'écouter parler.

C'est alors que Borge, qui est l'unique survivant des membres fondateurs du mouvement sandiniste actuel, a eu très peur. Il m'a lui même dit qu'il avait été très surpris car il croyait que le Front Sandiniste avait le contrôle de toute la Côte Atlantique.

Telle était la situation - et le Front Sandiniste sentait qu'il lui fallait faire quelque chose. On disait alors qu'il ne fallait pas une seconde Pologne, vous savez, avec le Mouvement Solidarité. Ils avaient très peur, et ils recherchaient des alternatives pour remplacer notre organisation.

En janvier 1981, un jeune pêcheur avait été tué par les militaires, encore un acte stupide qui entraînait une réaction : pendant trois jours, les Indiens ont manifesté en masse. Ils étaient en colère, car les militaires avaient caché le corps et avaient à nouveau cherché à couvrir l'accident. C'était le même commandant militaire, Manuel Calderon, qui avait déjà été responsable du cas de l'« Ancien » Lester Athers, aussi, les gens l'appelaient maintenant ouvertement assassin et meurtrier.

Steadman Fagoth, comme d'habitude, était le plus violent dans ses dénonciations, car il avait beaucoup de ressentiment entre le peuple et les militaires. Il était donc venu à Managua avec Hazel Lau et Brooklyn Rivera. A cette même époque, je désirais parler au commandant Jaime Wheelock qui était chargé de la direction nationale pour la Côte Altantique, mais son assistant nous renvoya à une date ultérieure. Le rendez-vous n'eut jamais lieu car, le jour fixé, les forces de sécurité arrêtaient Fagoth. La même nuit, ils arrêtaient Hazeh, le jour suivant Brooklyn et enfin, le jour après, moi-même. Plus de 30, en tout, avaient été arrêtés y compris certains responsables d'alphabétisation en langue Miskito. Sergio Ramirez, un membre de la Junte Gouvernementale, nous assurait ouvertement « nous allons détruire le Misurasata », c'est ainsi qu'une campagne contre Fagoth commença, l'accusant d'être un agent de Somoza.

C'est comme ça que c'est tombé sur Steadman, les Sandinistes n'ont jamais appelé les responsables du Misurasata pour leur soumettre ces informations. Plusieurs fois, ils ne sont pas intervenus lorsque le peuple indien décidait de donner certains postes d'autorité à Steadman ; parce qu'ils auraient pu le contester à n'importe quel moment. Ils pouvaient aussi nous tenir au courant et nous nous serions occupés nous-mêmes de Fagoth, selon les preuves présentées. Mais non, et je pense que de plus en plus cela correspondait à leur désir de nous manipuler. Si Fagoth était entré dans leur jeu, je suis sûr que ce sont eux qui l'auraient choisi pour tenir un poste important sur la Côte Atlantique.

A.N. : D'après vous, ils ont soit falsifié les preuves contre Fagoth, soit ils les ont gardées pour les ressortir au moment opportun ?

Wiggins : Oui, et dans ces deux cas, leur but était de nous détruire. Et je veux être clair sur ce point, je ne défends pas Fagoth, mais je veux montrer comment le gouvernement a manœuvré pour détruire notre organisation et comment ils ont cherché à nous compromettre, et comment ils sont allés faire de la propagande auprès des Sumus et des Ramas, leur démontrant que les Miskitos cherchaient à les dominer et ainsi de suite... Tous nos responsables étaient arrêtés peu à peu. Un de nos responsables qui s'occupait des mines, Elmer Prado, ils ont cherché à l'arrêter. Il était à ce moment-là occupé à délivrer des certificats aux étudiants alphabétisés. C'est là qu'eut lieu le premier incident avec les militaires. Quand les militaires ont fait irruption pour arrêter Prado, un des membres de l'armée a tiré et a blessé Prado, une émeute a éclaté, laissant 4 morts de chaque côté.

Et savez-vous ce que Sergio Ramirez a dit ? Que 4 éléments subversifs étaient morts, et non plus 4 Indiens responsables de l'alphabétisation - 4 éléments subversifs ! C'est à cette époque que les accusations contre notre plan « contre-révolutionnaire » ont été relevées concernant notre mouvement raciste et séparatiste, tout cela en 1981. Des problèmes dont nous n'avions jamais discuté. Mais telles étaient les charges, ils préparaient des sentences de 10 à 30 ans de prison.

Mais ils ne s'étaient jamais imaginé , ils ne s'étaient jamais rendu compte que notre base était aussi bien organisée. Les communautés ont immédiatement protesté, et d'importantes manifestations s'organisèrent comme celle qui a eu lieu dans la ville de Prinzapolka où des affrontements sanglants avec les militaires ont laissé plusieurs morts sur le terrain. Beaucoup de jeunes s'emparèrent d'armes militaires, de mitraillettes et de fusils automatiques et s'enfuirent dans les montagnes avec l'aide massive des communautés des environs. Plusieurs patrouilles militaires et aériennes partirent à leur poursuite, mais ils ne parvinrent pas à les capturer. Le gouvernement prit conscience que les Indiens ne céderaient pas. A Huaspan, environ 20 000 Miskitos et Sumus manifestèrent nuit et jour, demandant l'expulsion des politiciens du gouvernement. Et à Puerto Cabezas les manifestations ont duré presque une semaine.

Et ils nous relâchèrent. Ils envoyèrent les charges contre Fagoth, mais la réaction dans les communautés fut alors : si Fagoth est partisan de Somoza, nous aussi. Les charges étaient sérieuses et on supposait qu'il serait condamné à au moins trente ans. Il avait déjà été destitué du Conseil d'Etat, et les masses de la Côte Pacifique attendaient ça. Mais du côté Atlantique, les choses allaient différemment, les protestations étaient si fortes que le gouvernement recula et Fagoth resta libre, sous la condition expresse qu'il partirait en Union Soviétique pour un stage d'études de cinq ans. Dès qu'il fut libre, il se perdit immédiatement dans les communautés indiennes, traversa la frontière pour se retrouver au Honduras où il y avait déjà plusieurs milliers de Miskitos en exil.

Voilà l'histoire. Un manque total de compréhension de la réalité indienne est à l'origine de notre présente situation, une situation en effet très dangereuse, avec une présence militaire accrue sur nos territoires et une menace de conflit permamente.

A.N. : Est-ce que l'INNICA est maintenant l'organisation censée représenter les Indiens ?

Wiggins : Oui, l'INNICA qui est exactement comme le Bureau des Affaires Indiennes aux USA, en a d'ailleurs la même politique. Comme la FUNAI ou tous les autres Instituts Indigènes en Amérique Latine. Ils paient des gens qui leurs sont vendus, et essayent de les désigner pour servir d'administrateurs, mais cela n'a aucun rapport avec la réalité de nos communautés. Ils ont ainsi choisi Marcelo Zuniga qui est un Sumu, et l'ont envoyé à Genève où il a prétendu que le Misurasata n'existait pas, et ainsi de suite. Les lois qui sont promulguées, telle la loi sur la réforme agraire, article 31, ont pu être copiées sur *l'Allotment Act* des Etats-Unis. Cette loi décide du morcellement des terres communales, la perte de presque tout le territoire, ceci en opposition totale avec notre culture et nos traditions. Notre peuple s'est retranché dans une position de complète indifférence à l'égard des lois qui peuvent être promulguées dans la capitale. Ils attendent, avec méfiance. Bien sûr, ils sont comme un corps sans âme, mais ils gardent la même attitude et restent hostiles au gouvernement, bien que ce soit difficile d'établir une direction cohérente sans aucune hiérarchie.

La militarisation, comme je l'ai déjà dit, s'intensifie, provoquant toujours plus d'incidents, de morts et d'arrestations, de 300 à 400 depuis janvier, et les cas de torture sont de plus en plus fréquents. En fait, c'est une mauvaise situation : ainsi, il y a juste 15 jours (en octobre 81), un jeune garçon de 15 ans a été tué. Pourtant, je ne peux pas dire que la politique sandiniste soit une véritable répression militaire - au moins pas encore - mais la présence de l'armée en elle-même crée les conditions d'une répression.

A.N. : Ce qui nous a touchés, c'est qu'il y avait en marche un processus qui paraissait très prometteur pour l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud, que tout à coup ce processus a explosé, a été gâché en quelque sorte et qu'il a fini dans la confusion et le danger. Une de ces confusions se passe à Genève, en septembre dernier, quand Roxanne Dunbar Ortiz, qui travaille avec le Conseil International des Traités Indiens *(International Indian Treaty Council)* a pris une position apparemment anti-indienne. Il y a eu, nous a-t-on rapporté, une confrontation à la conférence entre Hazel Lau, la déléguée du Misurasata et le

commandant Lumberto Campbell, le représentant sandiniste. On a prétendu que des membres du IITC (International Indian Treaty Council) y avaient accusé Hazel Lau d'être un agent de la CIA, comme ils l'avaient fait pour vous. Pouvez-vous faire des commentaires là-dessus ?

Wiggins : Vous savez que la lutte indienne remonte à 400 ans et que nous avons pris l'habitude de toutes sortes de manipulations. Ça a été un problème constant pour notre mouvement qu'il y ait toujours eu quelques-uns de nos frères indiens - soit pour l'argent, soit pour la gloire, soit à cause d'un manque de maturité politique - qui sont allés à l'encontre des intérêts de notre peuple. Je ne veux ni les accuser, ni les calomnier ; mais j'aimerais dire qu'un véritable chef indien qui maintient un contact direct et réel avec son peuple, qui a vécu dans les diverses communautés, qui ressent tout d'une manière très profonde, ne pourrait jamais aller contre les intérêts du peuple indien lors d'un véritable combat. Il me semble que ce sentiment est général pour tous les chefs engagés dans un vrai combat : nous comprenons que nous avons une destinée commune, un combat commun dans les trois Amériques, du Nord, du Centre et du Sud. Je pense que tous les chefs indiens seraient d'accord avec moi.

Mais il y a quelques soi -disant chefs qui vivent surtout dans les villes et sous prétexte qu'ils ont du sang indien, profitent de notre peuple pour se faire valoir et se mettre au-dessus de tous. D'autres sont tombés dans un dogmatisme idéologique, en suivant des modes de pensée étrangers, devenant ainsi incapables de voir notre réalité. La manière dont le IITC a exprimé sa position sur notre cas nous paraît étrange, en fait ce que nous, nous n'aurions jamais fait, disons dans le cas d'une situation située en Amérique du Nord, car nous jugeons qu'une telle situation est mieux analysée par les Indiens d'Amérique du Nord. C'est une politique de longue date : nous refusons de porter un jugement sur un sujet auquel nous ne connaissons rien. En tout cas, même s'il arrivait à nos frères indiens d'avoir tort dans un cas spécifique, nous ne voudrions pas, au moins publiquement, paraître nous opposer à eux en soutenant un gouvernement national de gauche ou de droite. Et à notre connaissance, lorsqu'un peuple indien demande justice, c'est qu'il y a de bonnes raisons à cela.

C'est donc mon sentiment : même les représentants sandinistes se sont sentis utilisés par le IITC - parce qu'on les avait amenés à croire que le IITC était le dirigeant du Mouvement Indien - mais à Genève, les délégués indiens ont choisi d'examiner notre cas de plus près, et je crois que les Sandinistes ont compris que le combat des Indiens était considérablement plus sérieux que ne le laissait croire le IITC.

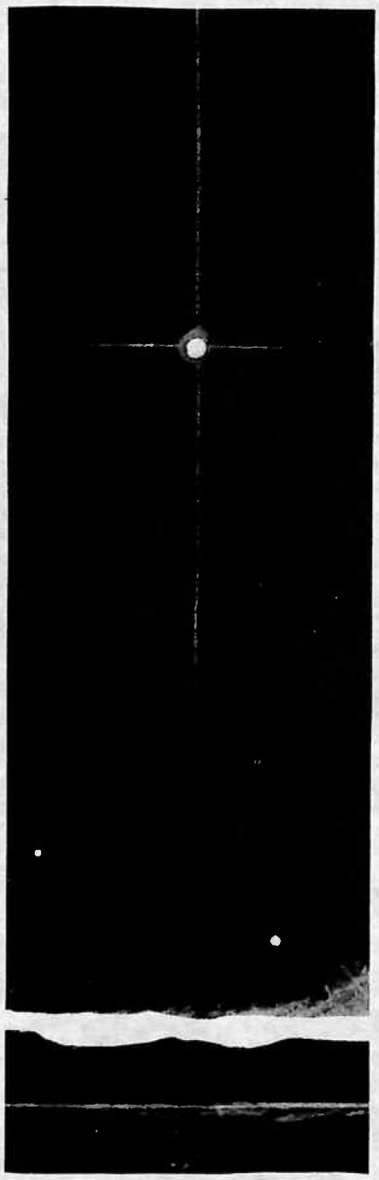
A.N. : Et la situation actuelle, comment pourriez-vous la caractériser ?

Wiggins : Elle est très délicate. Tous les peuples indiens la suivent de près. Car il faut encore que la gauche s'entende avec nous, ce qu'elle ne fera peut-être pas parce qu'elle ne le peut pas. Ça se voit d'ailleurs ! On manque encore de lumière là-dessus, mais beaucoup de gens, par exemple les groupes de solidarité aux Etats-Unis, parleront de soutenir les peuples du Guatémala ou du Salvador ou du Nicaragua, mais en fait, ce qu'ils soutiennent, ce sont les partis de gauche, et non les luttes des peuples indigènes : ainsi, ils ne nous mentionnent jamais !

A ce sujet, je suis particulièrement alarmé par la *Déclaration des Principes du Front Sandiniste* : parce qu'ils ne nous laissent même pas la place de respirer, il n'y a pas d'espace non plus pour nous ; de la langue « officielle » choisie, l'espagnol, jusqu'aux questions des terres et des ressources nationales, tout est en totale contradiction avec notre survie.

A.N. : Dans les précédents numéros d'Akwesasne Notes, nous avons publié des articles qui analysent ce conflit fondamental entre le Marxisme-Léninisme et les philosophies indiennes. Nous sommes arrivés à la conclusion qu'il n'y avait pas tant un conflit politique que culturel. Et le conflit doit être reconnu comme tel, parce que c'est sur la base de cette reconnaissance que repose l'analyse du développement, de l'économie, de la représentation politique, de l'utilisation de la terre - tout cela ayant des racines culturelles profondes -. Et les racines du Marxisme-Léninisme, malgré tous ses mérites, sont des racines occidentales, et le refus de l'Occident de reconnaître l'authenticité des cultures indigènes est l'essence même du racisme dans cet hémisphère.

Wiggins : La position du Marxisme-Léninisme, enfin, telle qu'elle nous a été présentée au Nicaragua, interprète notre position comme étant raciste. Ceci, simplement parce que nous nous opposons à une intégration, à une politique et à une pratique qui nient notre identité et qui cherchent à nous assimiler. Ainsi, ils disent que les Indiens ne sont pas capables de diriger leur propre destinée : je considère que cette opinion est contradictoire puisqu'au Nicaragua, ce sont les Miskitos qui ont reçu une bien meilleure éducation que la plupart des administrateurs sandinistes, et parce qu'ils pourraient facilement avoir la responsabilité de la Côte Atlantique. Cependant, ils déclarent que nous sommes en retard et que nous sommes un obstacle au progrès.



A.N. : Bon, alors, n'est-ce pas l'essence du racisme que l'on retrouve dans l'hémisphère occidental - la négation au moins historiquement, ainsi qu'en termes actuels - de la vision du monde que les peuples indigènes expriment dans leur mode de vie. Le concept occidental apparaît proche d'une vision de l'histoire, linéaire et progressive, identique à un escalier qui monte, avec une confiance totale et aveugle dans la science. Cette opinion, que les capitalistes et les socialistes partagent, négligeant ainsi la philosophie indienne nécessairement, et un mode de vie qu'ils estiment « primitf », sous-développé, en même temps que rétrograde.

Wiggins : Cette situation a été continuelle jusque dans les plus petits détails. Ma propre expérience, par exemple, peut être ainsi définie : tandis que je travaillais à l'intérieur du Corps Gouvernemental Sandiniste, pendant toute une année, représentant mon peuple, durant cette période la junte au pouvoir ou les membres du gouvernement ne m'ont jamais consulté ; en fait, ils m'ont plutôt mis à l'écart, préférant travailler avec les non-indiens - William Ramirez et Lumberto Campbell, par exemple - pour établir une politique et acquérir une certaine pratique dans notre région ; même s'il leur fallait tôt ou tard travailler avec nous pour mettre en place une quelconque politique sur la Côte Atlantique. De toute façon, il y a toujours eu beaucoup de mépris et de discrimination et jamais un véritable effort pour travailler avec les organisations indiennes authentiques. C'est ainsi que l'INNICA a été formé, version nicaraguayenne du *Bureau des Affaires Indiennes (BIA)* en Amérique du Nord.

A.N. : C'est le point crucial du problème qui existe entre les deux cultures. C'est un conflit de cultures avant d'être un conflit politique, n'est-ce pas ?

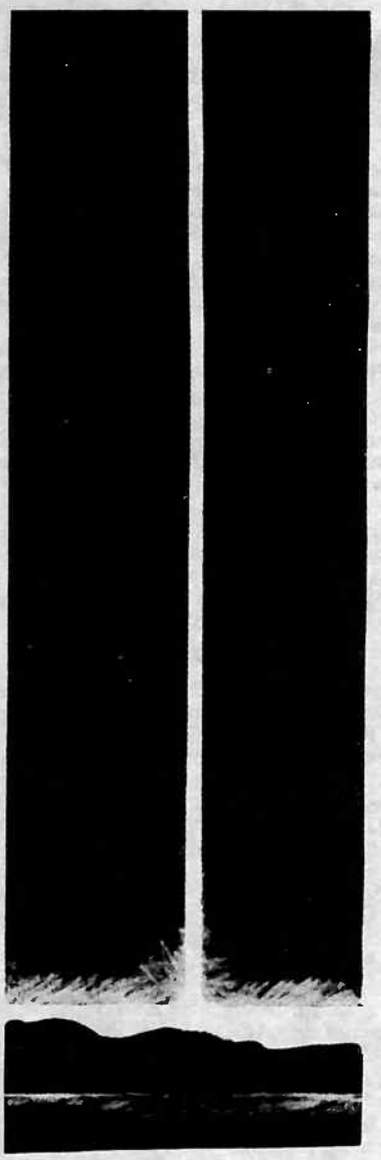
Wiggins : Exactement, c'est à ce problème qui apparaît sans issue que nous devons faire face. Parce que bien que les Sandinistes aient exprimé récemment leur désir de reconnaître leurs erreurs, cet aveu n'a pas encore eu lieu, et ils travaillent plutôt à détruire la communauté indienne pour nous transformer en prolétaires.

Je vous conseille de lire le livre que le commandant Jaime Wheelock a écrit sur les indigènes de la Côte Atlantique, c'est affreux. Je l'enverrai à Akwesasne Notes pour que vous puissiez lire et comprendre pourquoi nous avons des problèmes au Nicaragua : non parce que les Indiens ont des chefs contre-révolutionnaires, mais parce que la gauche a prédéveloppé des idées sur la manière de faire disparaître le « problème indien », en nous assimilant avec le courant principal du Nicaragua.

A un moment, à une réunion avec le commandant Jaime Wheelock, il nous a dit carrément que *toutes ces bêtises devaient cesser*, que les Indiens étaient *un obstacle au développement de l'Amérique Latine*. Ainsi, les choses sont vraiment devenues claires : tôt ou tard, il faudrait oublier tout « *ça* ».

J'ai là une citation récente du commandant Jaime Wheelock : il nous a dit que le problème n'était pas Fagoth mais le peuple Miskito : « *La situation avec Fagoth était conjoncturelle, mais c'est nous - les Sandinistes -, en tant que responsables, qui devons donner un aperçu politique à notre peuple. En fait, ce qui nous inquiétait, c'était le peuple indien : vous comprenez, les Miskitos font partie de notre peuple, aussi si vous (en tant que responsables indiens) voulez travailler avec le peuple Miskito, il vous faudra vous adapter à nos orientations, ainsi qu'à nos programmes de travail. Car, s'opposer à cela sera toujours considéré comme étant séparatiste et raciste* ».

A.N. : Cela nous ramène à Steadman Fagoth, à son attitude, à son problème...



Wiggins : Son cas est celui qui nous touche le plus : les Sandinistes n'ont pas été réguliers avec nous ; nous aurions pu alors nous-mêmes nous en occuper - en fait, s'il y avait quelque chose à faire -. Vous comprenez, c'était une affaire de famille et nous étions tout-à-fait capables de corriger ou de punir Fagoth si cela se révélait nécessaire.

A.N. : Qu'en est-il de ses activités en exil, d'une alliance avec la contre-révolution ?

Wiggins : J'y arrive. Des Indiens ont récemment obtenu un interview de Fagoth qu'ils ont publié directement au Nicaragua. Et ils lui ont posé la question : pourquoi votre peuple se réfugie-t-il au Honduras ? Pourquoi faites-vous des émissions à une radio de droite ?

Fagoth a répondu : « *Nous sommes partis pour nous venger, à cause de ce que les Sandinistes nous ont fait...* » Il a ajouté : « *à propos de la radio, je l'ai fait pour combattre dans l'intérêt de mon peuple, si c'est la seule radio que je puisse utiliser pour communiquer avec mon peuple, je l'utiliserais, c'est pourquoi je dois l'utiliser. Si à la place je pouvais utiliser la radio de la Havane, je l'utiliserais. Ce qui compte le plus pour moi, c'est de communiquer avec mon peuple !* ». Comme me le disait récemment un ami Indien du Guatémala : « « *Nous, les Indiens du Guatémala, nous sommes dans la guérilla à cause de ce que l'armée nous a fait, et non pas parce que nous sommes d'accord avec l'idéologie Marxiste-Léniniste. Nous nous battons pour venger nos morts et nos proches que l'on torture. C'est pour eux que nous nous battons.* »

A.N. : Le futur, comment le voyez-vous ?

Wiggins : Notre avenir immédiat nous apparaît très sombre. La situation politique du Nicaragua, dans laquelle nous vivons est très explosive ! Dans le sens où en tant que peuple indien, nous avons dû nous battre les premiers pour affronter d'une manière critique la révolution populaire. Une révolution qui a été rendue possible grâce à tous les secteurs de la Société Nicaraguayenne, contre la dictature la plus sanglante d'Amérique Centrale ; une révolution dans laquelle nous avions mis tous nos espoirs de justice - je prévois, pour nous Indiens, un avenir bien sombre -.

La révolution a été très rapide et sanglante. Beaucoup de gens, parmi les meilleurs sont morts au combat ou durant la répression massive qui suivit. Beaucoup de ceux qui sont aux positions de commande maintenant ne sont pas tant qualifiés, oui, répétons-le, ils ne sont pas vraiment préparés aux situations complexes dont ils ont à s'occuper. Nous-mêmes, dans notre lutte indigène, notre situation n'était pas claire vis-à-vis des Sandinistes et des révolutionnaires gauchistes. Nous n'avions aucune entente préalable. Et maintenant ce sont eux qui sont au pouvoir, et ils estiment que le peuple indigène fait simplement partie du prolétariat, allant même jusqu'à refuser de nous appeler des Indiens. Ils ne veulent nous voir que comme des paysans et comme des travailleurs, tout en refusant de nous considérer en tant que peuple distinct. Et ceci en raison de nos habitations aborigènes ! Nous sommes dès gens différents, qui possédons notre propre philosophie particulière ! Et pourtant, ils ne nous comprennent toujours pas. Tandis que de notre côté, nous ne comprenons pas non plus la philosophie marxiste-léniniste. Et aussi longtemps que nous vivrons dans cette situation, notre avenir restera sombre.

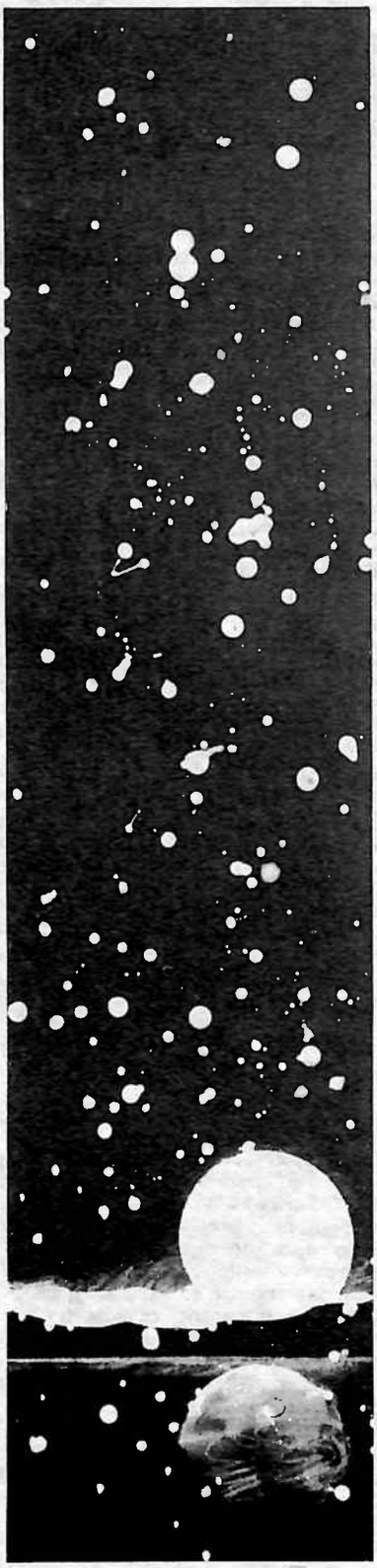
Aussi, je pense que pour tous les autres peuples d'Amérique Centrale et d'Amérique du Sud, il est très important de voir comment les choses vont tourner, c'est d'ailleurs pour cela que tout le monde observe avec attention la manière dont la révolution sandiniste va régler le problème indien. C'est un véritable test ! Et surtout pour le Guatémala dont la majorité des habitants est indienne. Il leur faut imposer leurs propres conditions, avant de participer à la lutte armée. Il est nécessaire que les groupes de gauche clarifient leur position et que les organisations de soutien adoptent une attitude nette, au lieu de cette attitude superficielle qu'ils prennent avec les Indiens. Cela parce qu'ils parlent au nom du peuple indien. Mais en fait, ils ne comprennent pas ce que ceux-ci demandent. En réalité, il y a beaucoup de différences idéologiques entre les philosophies marxiste-léniniste et indiennes. Des différences que nous ne pourrons jamais surmonter aussi longtemps que les gens dogmatiques domineront, je pense en effet que Marx ne comprendrait pas lui-même la rigidité et l'intransigeance avec laquelle on agit en son nom, et il y aurait beaucoup d'autres interprétations que l'on pourrait trouver dans son œuvre, de même qu'il y aurait beaucoup de choses dans notre monde moderne qui auraient transformé sa vision du monde.

A.N. : Il n'aurait pas pu prévoir le rythme effréné et destructeur du développement qui a eu lieu depuis la deuxième guerre mondiale, ni les effets secondaires qui ont également été destructeurs.

Wiggins : C'est vrai.

A.N. : Vous connaissez notre position, ici à Akwesasne Notes. La seule façon de clarifier les questions qui se rapportent aux peuples indiens, c'est qu'ils soient reconnus comme « nations » par la loi internationale, à cause de leurs caractères distinctifs. Il faudrait par exemple que les Sandinistes acceptent de reconnaître l'existence d'une philosophie, d'une vision du monde et d'une politique entièrement indigènes, à travers le continent tout entier. S'ils pouvaient arriver à comprendre que la nation Miskito voudrait se développer, selon sa propre philosophie, finalement serait-il possible qu'il y ait une sorte d'accord ou d'alliance entre les Miskitos et les Sandinistes ?

Wiggins : C'est une bonne question. Tels que je vois les événements, cela serait notre dernier espoir et notre vœu le plus important. Bien sûr, car cela donnerait aussi confiance aux autres peuples indiens qui ont mis tout leur espoir dans une révolution comme celle du Nicaragua, surtout parce que eux savaient que cette révolution devait concerner les Indiens et que c'était la première fois.



L'MOUV'MENT

Editions Acratie

G.MARKOV. CHOMSKY LA CORSE

A partir d'octobre 83 seront diffusés officiellement trois nouveaux titres :

G. MARKOV : L'odyssée d'un passeport, et autres nouvelles, par ce dissident bulgare assassiné par le « parapluie qui tue ». Kafka en Bulgarie !

N.CHOMSKY : série de textes dont *Les intellectuels et l'Etat, notes sur l'anarchisme, L'autogestion industrielle, les relations USA/Moyen Orient,* et *une réponse à Faurisson.*

LA CORSE : La liberté pas la mort une étude sur la réalité politique, sociale, économique de la Corse ; les mouvements autonomistes.

Prix pour les commandes directes à ACRATIE BP 25 40300 Peyrehorade.
Markov : 30 francs
Chomsky : 50 francs
Corse : 45 francs
Port compris

Offre valable jusqu'au 1er octobre : 100 Franc les trois, port compris, envoi en octobre...

Revue " Possible "

Le numéro 13 (nouvelle série) de mai est sorti.
Au sommaire :
La droit des mineures
école : la vague
la compagnie du chalet
l'école en bateau
lieux de vie :
Analyse de la circulire par des membres de CRA.
Recours en excès de pouvoir
Briser le silence
Appel à la solidarité
Colos :
Quoi de neuf ?
Vivre une aventure
Les vacances c'est Trigano
Eté 83 avec FIEL
Partir : une nouvelle écrite et illustrée par Elisabeth.
et Anthologie du désordre moral.

La revue Possible est désormais mensualisée. Pour vous abonner et tous renseignements :

Agence information enfance
14 rue véron 75018 Paris
5 numéros : 110 frs
10 numéros : 210 frs.

Camping anti-nucléaire

Le comité du Carnet (Loire-Atlantique) organise cet été un camping gratuit sur le site convoité par EDF pour l'implantation d'une centrale nucléaire. Le camping est organisé dans le but d'occuper les terres avant la proche enquête d'utilité publique. Différentes activités seront proposées dès le 1er Juillet.
Renseignements au (16) 40-27.57.47

Paul Mattick

Le Marxisme hier, aujourd'hui et demain...

Ed. Spartacus. 45 F. 5 rue Ste croix de la Bretonnerie. 75004. Paris.

Une série de textes relativement courts et inédits de **Paul Mattick** (1904-1981) qui contrairement aux autres ouvrages déjà publiés, ne nécessite pas de suivre tout un développement économique parfois ardu. Nous trouvons :

- *Le marxisme hier et aujourd'hui*
- *Nouveau capitalisme et ancienne lutte de classe.*
- *Crise mondiale et mouvement ouvrier.*
- *Capital monopoliste d'Etat.*
- *La révolution bolchevique a-t-elle été un échec ?*
- *Rosa Luxembourg : une rétrospective.*
- *Autorité et démocratie aux Etats-unis.*
- *Dictature des intellectuels.*
- *Y-a-t-il un autre mouvement ouvrier ?*

Un autre intérêt de ce livre : la plupart des textes ont été écrit entre 1975 et 1979 et sont donc des éléments réels de compréhension de ce que nous vivons.

CAMPING ANTIMILITARISTE
DU 4 au 8 JUILLET inclus

Château de la Verrerie - CARMAUX (Tarn)

Mardi : MATIN : La militarisation, PS et militarisation, Militarisation au quotidien.
APRES-MIDI : Ateliers radio, théâtre, sérigraphie. Luttes : refus de l'impôt, Femmes et armée, symbiose, objection.
SOIR : Armement nucléaire avec Sylvie Mantran du MDPL.

Mercredi : APRES-MIDI : Ateliers. Luttes : Le journal Objection et l'objection.
SOIR : Présentation des groupes. Tenue des stands.
SOIREE OCCITANE.

Jeudi : MATIN : La militarisation des spécialistes avec Yves Le Henaff (scientifique). Solidarité entre les peuples.
APRES-MIDI : Ateliers. Luttes : participation internationale (sous réserve).
SOIRÉE : audiovisuelle internationale (sous réserve).

Vendredi : SYNTHESE

Contact COT - APEL 26 rue Camboulives 81000 ALBI. Tél. : 38.39.55.

et... **FETE ANTIMILITARISTE les 9 et 10 JUILLET**

à CAGNAC dans le Tarn près d'Albi. Plein-air et Chapiteau

De nombreux groupes de musiques, des films, des stands, diaporama... Le Bihan. Philippe Val, Café noir et bal avec Trou d'oc...

Centre de Documentation Anarchiste (Italie)

Nous vous informons que le Centre de Documentation Anarchiste (C.D.A.) a été transféré à Rome, in Via dei Campani, 69, au mois de Juillet 81.
Pour le réorganiser, les camarades de Rome peuvent seulement maintenant reprendre partiellement l'activité.
Le Centre a (aussi pour le matériel donné par le groupe anarchiste de Via dei Campani), des riches archives avec livres, revues et documents italiens et étrangers, sur le Mouvement anarchiste et sur les plus importantes contributions de la gauche révolutionnaire.
Le Centre offre aussi un service de livres par correspondance de publications nationales et étrangères. Bientôt, le Centre ouvrira une librairie (Utopia 4).
La publication du bulletin d'information sur l'activité du Centre va recommencer dans quelques mois ; cette publication vous sera envoyée.
Tous les camarades sont invités à continuer la collaboration donnée jusqu'à hier aux camarades de Turin.

AVIS de RECHERCHE

Le quatrième numéro des nouveaux dossiers Avis de Recherche est paru. Il s'agit d'une enquête exclusive sur les tribunaux civils spécialisés qui ont remplacé depuis janvier 83 les tribunaux militaires.

Au Sommaire : Comment sont-ils composés ? Comment jugent-ils les réfractaires ? Que sont devenus les juges kakis ? Quel est le rôle de la mystérieuse cellule juridique de Lille ? Entretien avec l'avocat, de Félice.

Pour une diffusion plus large encore des éditions Avis de Recherche, il est demandé aux abonnés et amis qui peuvent le faire, des commandes groupées à chaque parution (5 à 10 exemplaires), avec un tarif préférentiel de diffusion. 10 F l'exemplaire au lieu de 15.

Editions Avis de Recherche
B.P. : 53. 75861
Paris cédex 18

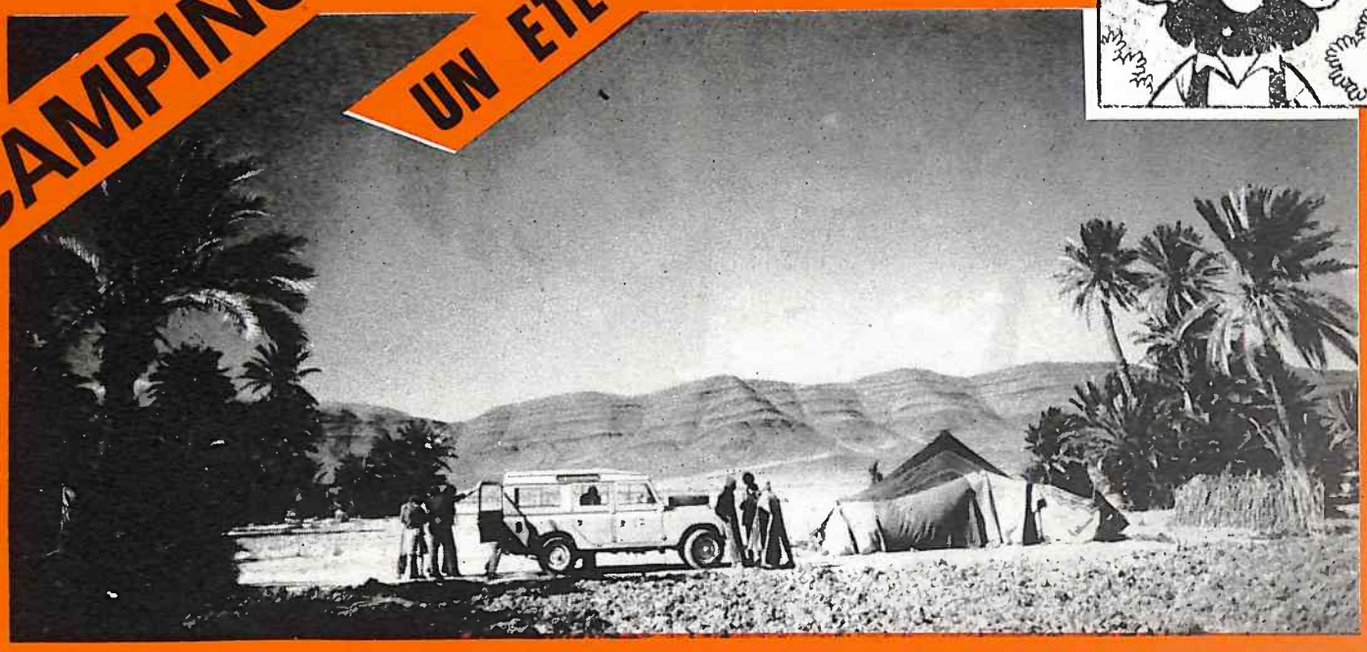
Dijon contre la symbiose armée-école...

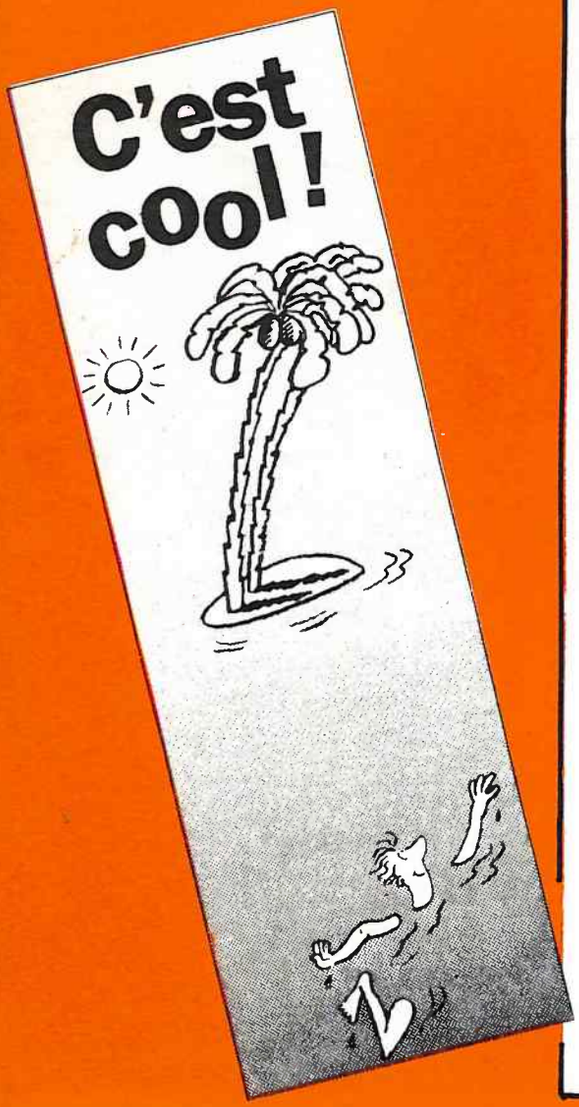
Le collectif anti-symbiose de Dijon a organisé au mois de mai une première réunion publique regroupant environ 70 personnes pour discuter du protocole d'accord. Surprise des gens de se retrouver « si » nombreux et plaisir de se retrouver pour protester contre un texte, qui sous la droite aurait provoqué un sacré tollé. Le 1er juin une manifestation de 250 personnes avait lieu, manifestation pas très dynamique, mais un succès quand-même pour la ville et dans la période actuelle. Actuellement le collectif prépare la rentrée de septembre et s'est donné les moyens de se mobiliser rapidement sur des sujets touchant plus largement à la militarisation et à l'enseignement (procès d'insoumis, désarmement, etc...)

Luc.OCL. Dijon

CAMPING O.C.L.

UN ETE FRANÇAIS





CAMPING O.C.L.

DU LUNDI 25 JUILLET AU LUNDI 7 AOUT

(Près de Forcalquier, écrire à Reims pour adresse précise...)

Prix : 45 franc / jour pour les salaires de moins de 4000 F
60 francs / jour pour les salaires au delà.

(Ces prix comportent les deux repas, le petit déjeuner, la location du terrain avec piscine, et d'une salle, et une assurance obligatoire.

UN PROGRAMME DE DISCUSSION A ÉTÉ ETABLI

Lundi 25 : La crise économique, la restructuration
Mardi 26 : La technologie et ses effets sur les rapports sociaux (capitalisme privé / capitalisme d'Etat)
Mercredi 27 : Militarisation - Pacifisme - Nucléaire
Jeudi 28 : Prison, Justice, délinquance, violence d'Etat.
Vendredi 29 : Institutions périphériques : école, psy, etc.. (encadrement)
Samedi 30 : Syndicalisme, actions dans l'entreprise
Dimanche 31 : Nationalisme, Immigration
Lundi 1 : Luttes spécifiques — Féminisme — Utopie et autogestion
Mardi 2 : Agriculture
Mercredi 3 : Le culturel
Jeudi 4 : Crise du militantisme (idéologie-pratique) Communisme et anarchisme
vendredi 5 et Samedi 6 : Commission journal de CA pour le numéro de rentrée

Généralement les discussions ont lieu le soir, préparés par des commissions qui se réunissent l'après-midi.

Chaque jour une équipe est chargé des course et de repas...

Textes de réflexions sur les différents débats sont bienvenus !

Dépot Légal : 47693, N° Commission Paritaire : 63627
Dir Pub : C. Maynard

L'ATELIER GRAPHIQUE, REIMS